

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 861

22 avril 2009

SOMMAIRE

3. Boccador VIII S.à r.l.	41286	Imperial Tobacco Management Luxem- bourg (3) S.à r.l.	41298
4 Good Investments S.A.	41290	IT Solutions S.A.	41287
4rae Renewable and Alternative Energy In- vestments S.C.A.	41298	Kirin s.à r.l.	41285
4rae Renewable and Alternative Energy In- vestments S.C.A. SICAR	41298	Maclali S.à r.l.	41283
Akemis Holding S.à.r.l.	41284	Marques S. à r.l.	41289
Amco Invest S.à. r.l.	41290	Multimusical S.A.	41283
Amiens Securities S.à r.l.	41294	Nexus S.A.	41290
Anticimex Reinsurance S.A.	41296	Noch Mal Eins A.G.	41284
Apollo Rida Golf S.à r.l.	41286	Norit S.à r.l.	41283
Balfour International S.A.	41327	OAMI S.à r.l.	41285
BELLUS Health Luxco I S.à r.l.	41293	Oceanic Real Estate Investments S.à r.l.	41288
Cassiopée S.à r.l.	41288	Patron Elke Holding S.à r.l.	41282
CD Consulting S.à r.l.	41286	ProNewTech S.A.	41291
CELSIUS EUROPEAN Lux 3 S.à r.l.	41295	Ramsay Finance S.à r.l.	41292
Cz2 Fair S.à r.l.	41294	Riesling S.A.	41282
Da Cruz Pastificio S.A.	41327	S.A.F.E. International Group S.à r.l.	41287
Danone Ré	41285	Schafsstrachen	41296
Deejay	41293	Schafsstrachen	41296
Derca S.A.	41284	SEB Global Invest 15 - SICAV - FIS	41285
DPE-Design Holding S.A.	41328	Société Générale de Construction Luxem- bourg S.A.	41327
Düsseldorf-Airport Hotel Investment S.à r.l.	41327	S-Presso s.à r.l.	41288
Eldrige S.A.	41297	Stecal S.A.	41291
Elfri-Invest Holding S.A.	41293	Surface Holding S.A.	41292
Elsa-Immo S.à.r.l.	41295	Telecom Italia Capital	41297
E & S Engineering & Services S.A.	41328	Telecom Italia Finance	41297
Florijn S.A.	41289	Telecom Italia Lab	41297
Forworx Luxembourg S.à r.l.	41291	Top Sun s.à r.l.	41296
FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG	41295	Trackit	41294
Goldman Sachs Funds	41292	WestLB Mellon Horizon Fund	41286
HBI Dreieich S.à r.l.	41284	Whiskey 1 Holding S.à r.l.	41282
HBI Gottmadingen S.à r.l.	41283	Whiskey 2 Holding S.à r.l.	41282
Holding Lukemis S.à r.l.	41289	Zaragoza (Pension) Lux S. à r. l.	41287
		Z. & Z. S.A.	41328

Patron Elke Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 115.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PATRON ELKE HOLDING S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009045211/6341/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01082. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090051982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Riesling S.A., Société Anonyme Holding.Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 42.358.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2009045517/695/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02342. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Whiskey 2 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 131.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009045506/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01495. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Whiskey 1 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 131.595.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009045505/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01494. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Norit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 252.374,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.933.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009045503/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01493. - Reçu 140,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

M.S.A., Multimusal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 70.635.

Le bilan de la société au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009045497/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD00892. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

HBI Gottmadingen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 115.148.

Le Bilan au 18 Octobre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1/4/09.

Signature.

Référence de publication: 2009046140/805/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02688. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Maclali S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.588.

Le Bilan au 31/12/2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/04/2009.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009046141/805/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02703. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Noch Mal Eins A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 78.404.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09/04/09.

Signature.

Référence de publication: 2009046137/5878/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02350. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Derca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 62.037.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09/04/09.

Signature.

Référence de publication: 2009046138/5878/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02352. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

HBI Dreieich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 115.149.

Le Bilan au 31 Décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1/4/09.

Signature.

Référence de publication: 2009046139/805/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02687. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Akemis Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.400,00.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 132.126.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par les associés de la Société en date du 6 mars 2009 que Patrice Gallasin, gérant de la Société, a démissionné avec effet au 6 mars 2009 et que Carlo Schneider, né le 8 juin 1967 à Ettelbruck (Luxembourg), résidant au 16, rue des Primevères, L-2351 Luxembourg, a été nommée gérant de la Société avec effet au 6 mars 2009, et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009045896/4287/18.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD00879. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

OAMI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1814 Luxembourg, 9, rue Irmine.

R.C.S. Luxembourg B 138.516.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009046147/637/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02650. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Kirin s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 56, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 31.585.

Le Bilan de clôture au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2009.

FISOGEST S.A.

55-57, avenue Pasteur

L-2311 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2009046143/1218/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01543. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

SEB Global Invest 15 - SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 133.429.

Der Geschäftsbericht zum 31. März 2008 der SEB Global Invest 15 - SICAV - FIS wurde beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschriften.

Référence de publication: 2009046152/1164/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02624. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Danone Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 30.185.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009046148/4685/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02664. - Reçu 50,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

CD Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 116.700.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 (version abrégée) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009045560/693/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 avril 2009, réf. LSO-DD00458. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Apollo Rida Golf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 114.387.

La version abrégée des Comptes Annuels au 2006 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009045558/9168/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01918. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

WestLB Mellon Horizon Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.968.

Le Bilan au 31 Octobre 2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 Avril 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009046175/1229/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02660. - Reçu 84,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

3. Boccador VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5855 Hesperange, 8, rue Jos Sunnen.

R.C.S. Luxembourg B 123.629.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/04/2009.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés, Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009046153/7262/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01872. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

S.A.F.E. International Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5855 Hesperange, 8, rue Jos Sunnen.
R.C.S. Luxembourg B 123.222.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/04/2009.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés, Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009046169/7262/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01862. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

IT Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 96.741.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/04/2009.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés, Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009046164/7262/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01867. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Zaragoza (Pension) Lux S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 137.400.

EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts intervenue en date du 10 mars 2009 que:

- la société CLEISTHENES LIMITED ayant son siège social à Beaux Lane House, Mercer Street Lower, Dublin 2, Irlande a cédé 100 parts sociales qu'elle détenait dans la société Zaragoza (Pension) Lux S.à r.l., ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, Avenue Charles de Gaulle à la société NEW IRELAND ASSURANCE COMPANY PLC, ayant son siège social au 11-12 Dawson Street, Dublin 2, Irlande.

Cette cession de parts a été notifiée et acceptée par la société Zaragoza (Pension) Lux S.à r.l. en date du 10 mars 2009 conformément à l'article 1690 du Code Civil et à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Suite à cette cession, le capital social de la société Zaragoza (Pension) Lux S.à r.l est détenu comme suit:

NEW IRELAND ASSURANCE COMPANY PLC, ayant son siège social au 11-12 Dawson Street, Dublin 2, Irlande: 100 parts.

Luxembourg, le 18 mars 2009.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2009045873/534/24.

Enregistré à Luxembourg, le 2 avril 2009, réf. LSO-DD00524. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

S-Presso s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 141.938.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/04/2009.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés, Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009046168/7262/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01864. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Cassiopée S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5855 Hesperange, 8, rue Jos Sunnen.
R.C.S. Luxembourg B 119.772.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/04/2009.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés, Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009046155/7262/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01871. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Oceanic Real Estate Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 120.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 139.206.

Monsieur Richard Maxwell GARDNER a donné sa démission en tant que gérant A de la Société avec effet au 20 mars 2009.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais des personnes suivantes:

- Madame Ute BRÄUER, gérant B
- Monsieur Michel RAFFOUL, gérant B
- Madame Sandrine van WAVEREN, gérant C
- Monsieur Luca GALLINELLI, gérant C
- Monsieur Andrew Richard PRELEA, gérant A
- Monsieur George PRELEA, gérant A
- Monsieur Timothy CURT, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations au Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2009.

Oceanic Real Estate Investments S.à r.l
Signature

Référence de publication: 2009045878/250/24.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD02105. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Florijn S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 24.125.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, 31.03.2009.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2009045511/3560/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02337. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090052554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Holding Lukemis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5855 Hesperange, 8, rue Jos Sunnen.
R.C.S. Luxembourg B 123.430.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/04/2009.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés, Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009046171/7262/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01861. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090053408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Marques S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9425 Vianden, 1, rue du Sanatorium.
R.C.S. Luxembourg B 105.247.

Assemblée Générale Ordinaire du 1^{er} avril 2009

Ordre du jour:

1. Changement d'adresse

Résolutions prises:

Les associés:

- 1) Monsieur Joao Paulo Campos Marques, indépendant, demeurant à L-9463 Luxembourg, 2, rue Principale (50 parts);
- 2) Madame Caria Maria Alves Marinho, indépendante, demeurant à L-9463 Luxembourg, 2, rue Principale (50 parts);

seuls associés de la société sus-mentionnée,

de la société à responsabilité limitée MARQUES S.à r.l., ayant son siège social à L -9411 VIANDEN, 85 Grand-Rue.

Ont pris la résolution suivante:

Résolution Unique:

Le nouveau siège social est établi à l'adresse suivante:

L-9425 VIANDEN, 1 rue du Sanatorium

Ce changement entre en vigueur avec effet au 1^{er} avril 2009.

Fait à Vianden, le 31 mars 2009.

Jose Paulo Campos Marques / Madame Carla Maria Alves Marinho.

Référence de publication: 2009045788/8074/24.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02686. - Reçu 89,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090052877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Nexus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 51.836.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9/4/2009.

Pour NEXUS S.A.

Luxembourg International Consulting S.A.

Signature

Référence de publication: 2009046199/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 avril 2009, réf. LSO-DD00796. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Amco Invest S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 99.157,41.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 73.269.

Extrait rectificatif pour le dépôt réf. No. L090033640.05

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Concernant les gérants de classe B suivants, il y a lieu de lire comme suit:

- Monsieur Philippe SLENDZAK

- Madame Sylviane COURTOIS

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2009.

Amco Invest S.A.R.L.

Signature

Référence de publication: 2009045888/250/20.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01638. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

4 Good Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 90.941.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 31 octobre 2008

Monsieur Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Monsieur Pietro LONGO, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2009.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 30/03/2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour 4 GOOD INVESTMENTS S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009045838/29/20.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01112. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Stecal S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 69.185.

—
Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 24 octobre 2008

L'assemblée décide:

- de prolonger le mandat de l'administrateur M. Romain WAGNER, né le 26 juin 1967 à Esch/Alzette, demeurant 163, rue Pierre Krier, L-1880 Luxembourg, pour une durée de six ans.

Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009045863/510/16.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01757. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Forworx Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 135.373.

—
Décision de l'associé unique sur des nominations et des démissions dans le conseil de gérance

L'associé unique a décidé d'accepter la démission de Monsieur Yves Meert, demeurant 58, rue Saint Martin, B-6860 Légglise, Belgique, en tant que Gérant Technique.

L'associé unique a décidé d'attribuer la fonction de Gérant à Tyndall Management S.A., siège social 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg et ce à dater du 31 mars 2009.

Luxembourg, le 31 mars 2009.

Forworx Group S.A.

L'associé unique

Signature

Référence de publication: 2009045349/760/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01713. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

ProNewTech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 145.467.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège de la société le 3 avril 2009

Monsieur Roland STREBER demeurant au 30, Ceinture Um Schlass, L-5880 Hespérange, a été nommé administrateur-délégué de la société lors de l'Assemblée, qui a suivi la constitution, le 20 mars dernier.

Monsieur Roland STREBER porte le titre d'administrateur-délégué de la société et partant pourra engager la société par sa seule signature exclusive respectivement par sa co-signature obligatoire pour toutes les affaires relevant de la gestion journalière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ProNewTech S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009045905/780/20.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02434. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Surface Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 36.727.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 27 mars 2009

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs de Madame Sabrina COLLETTE, avec adresse professionnelle au 18a, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, de Madame Denise VERVAET, avec adresse professionnelle au 18a, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, et de Monsieur Pierre SCHILL, avec adresse professionnelle au 18a, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, ainsi que celui du commissaire aux comptes, Fiduciaire GLACIS S.à r.l., ayant son siège social au 18a, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009045874/506/19.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD02067. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090052618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Goldman Sachs Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 41.751.

Le Bilan au 30 Novembre 2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 Avril 2009.

Signature

Un administrateur domiciliataire

Référence de publication: 2009046190/1229/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02960. - Reçu 376,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090053455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Ramsay Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 140.280.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 mars 2009

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Madame Patricia Schon en tant que gérante de la Société avec effet immédiat;

- De nommer:

* Madame Martina Schuemann, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérante de la Société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2009.

Martina Schuemann / Godfrey Abel

Gérante / Gérant

Référence de publication: 2009045344/9168/21.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2009, réf. LSO-DC08904. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090052479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

BELLUS Health Luxco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 94.031.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 23 mars 2009

1) Monsieur Carl SPEECKE a démissionné de son mandat de gérant.

2) Monsieur Georges SCHEUER, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1967, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 25/03/2009.

pour extrait sincère et conforme

pour *BELLUS Health Luxco I S.à r.l.*

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009045841/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01124. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Elfri-Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 99.449.

Le bilan au 31.10.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 8 avril 2009.

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 Weiswampach

Signature

Référence de publication: 2009046173/667/16.

Enregistré à Diekirch, le 24 mars 2009, réf. DSO-DC00221. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(090053412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Deejay, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 19.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 145.269.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Il y a lieu de lire comme suit:

- Monsieur Deep SHAH

Adresse privée ou professionnelle de la personne physique: 100, Pall Mall, GB-SW1Y 5NQ Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2009.

Deejay

Signature

Référence de publication: 2009045883/250/19.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01632. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Trackit, Société Anonyme.**Capital social: USD 47.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 145.270.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Il y a lieu de lire comme suit:

- Monsieur Deep SHAH

Adresse privée ou professionnelle de la personne physique: 100, Pall Mall, GB-SW1Y 5NQ Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2009.

Trackit

Signature

Référence de publication: 2009045886/250/19.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01634. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Amiens Securities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 143.960.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 11 mars 2009 que Patrice Gallasin, gérant de la Société, a démissionné avec effet au 11 mars 2009 et que P.A.L. Management Services S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145 164 a été nommée gérant de la Société avec effet au 11 mars 2009, et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009045895/4287/19.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD00880. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Cz2 Fair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 134.774.

Suivant décision, en date du 30 octobre 2008, le siège social de Colony Luxembourg S.à.r.l., gérant de la société, a été transféré du 1 rue du Saint-Esprit L-1475 Luxembourg au 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg à compter du 10 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009045910/4025/16.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD00981. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

CELSIUS EUROPEAN Lux 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 134.348.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 mars 2009

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Madame Patricia Schon en tant que gérante de la Société avec effet immédiat;

- De nommer:

* Madame Martina Schuemann, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérante de la Société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2009.

Martina Schuemann / Godfrey Abel

Gérante / Gérant

Référence de publication: 2009045347/9168/21.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2009, réf. LSO-DC08913. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 29.891.

Aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG, mit Sitz in Luxembourg, vom 6. März 2009 geht hervor, dass:

- das Mandat der amtierenden Verwaltungsratsmitglieder Karl Stäcker, Merziger Weg 13, D-60529 Frankfurt, sowie Gerhard Engler, Hollunderweg 1, D-65527 Niedernhausen, und Thomas Kruse, 5 Sentier de Bricherhof, L-1262 Luxembourg, um ein weiteres Jahr, d.h. bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2010 verlängert wurde.

- das Mandat der KPMG Audit S.à r.l., Luxembourg, als Wirtschaftsprüfer um ein weiteres Jahr verlängert wurde und bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2010 gültig ist.

Luxembourg, den 10. März 2009.

FRANKFURT-TRUST

Invest Luxembourg AG

Monika Anell / Luc Tiburzi

Directeur / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2009045354/2393/21.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2009, réf. LSO-DC08428. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Elsa-Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4441 Soleuvre, 276, rue Metzlerlach.

R.C.S. Luxembourg B 116.563.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009045733/10038/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mars 2009, réf. LSO-DC04342. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Schafsstrachen, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2510 Luxembourg, 31, rue Schafsstrachen.
R.C.S. Luxembourg B 77.144.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009045730/10108/11.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02801. - Reçu 93,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Schafsstrachen, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2510 Luxembourg, 31, rue Schafsstrachen.
R.C.S. Luxembourg B 77.144.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009045732/10108/11.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02799. - Reçu 93,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Top Sun s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4950 Bascharage, 56, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 47.764.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009045734/3387/11.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02592. - Reçu 105,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Anticimex Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 88.005.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 11 mars 2009

L'Assemblée nomme au poste d'Administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2009:

- Monsieur Mikael ROOS,
- Monsieur Gunnar Akerblom,
- Monsieur Karl-Ove ANDERSSON,
- Madame Clare HARGREAVES.

L'Assemblée nomme DELOITTE S.A., comme Réviseur Indépendant. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2009.

Pour la société ANTICIMEX REINSURANCE S.A.

SINSER (Luxembourg) S.A.R.L.

Signature

Référence de publication: 2009045226/682/21.

Enregistré à Luxembourg, le 17 mars 2009, réf. LSO-DC04757. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Telecom Italia Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 77.970.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Telecom Italia Capital, Société Anonyme
Adriano TRAPLETTI
Managing Director

Référence de publication: 2009045727/1812/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD02052. - Reçu 54,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Telecom Italia Lab, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 80.614.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Telecom Italia Lab
Adriano Trapletti
Le Président

Référence de publication: 2009045728/7263/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD02048. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Telecom Italia Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 76.448.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Telecom Italia Finance, Société Anonyme
Adriano TRAPLETTI
Managing Director

Référence de publication: 2009045729/1813/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD02033. - Reçu 60,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Eldrige S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 87.177.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 mars 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009045738/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2009, réf. LSO-DC08570. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Imperial Tobacco Management Luxembourg (3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 678.079.600,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 111.206.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société tenue en date du 13 mars 2009

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société tenue sous seing privé en date du 13 mars 2009 (l'Assemblée) que l'Assemblée a autorisé Imperial Tobacco Management Luxembourg (4) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, à céder les 64.000 (soixante-quatre mille) parts sociales préférentielles d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune qu'elle détient dans la Société, à Imperial Tobacco Capital Assets (1), une société de droit britannique ayant son siège social au Upton Road, Bristol, BS99 7UJ, Royaume-Uni, immatriculée au registre de commerce britannique sous le numéro 05561064, avec effet au 13 mars 2009.

Suite à cette cession, l'actionnariat de la Société est désormais établi comme suit:

- Imperial Tobacco Management (1) Limited 13.529.592 parts sociales ordinaires
- Imperial Tobacco Management (2) Limited 13.529.592 parts sociales ordinaires
- Imperial Tobacco Capital Assets(1) 64.000 parts sociales préférentielles

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait

Imperial Tobacco Management Luxembourg (3) S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009045834/5499/28.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02373. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque, (anc. 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A.).

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 140.056.

In the year two thousand and nine, on the fifth of March.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A., a société en commandite par actions, having its registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed received by Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, dated 4 July 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1883 of 31 July 2008 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140056, (the Company).

The Meeting was opened at 10.30 a.m. and was presided by Maître Nicolas Marchand, with professional address in Luxembourg, the chairman (the Chairman).

The Chairman appointed as secretary, Mrs Corinne Petit, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, Maître Grégory Beltrame, with professional address in Luxembourg.

The bureau formed, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list. This list and the proxies, after having been signed by the members of the bureau and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II.- This attendance list shows that all thirty-one (31) shares of the Company, i.e. one (1) management share and thirty (30) ordinary shares, representing 100% of the share capital of the Company, are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all the issues on the agenda which is known by the shareholders.

III.- All present or represented shareholders of the Company declare to have been duly informed of the holding of the present Meeting and of its agenda and decide unanimously to waive all convening notices procedure in relation to this Meeting.

IV.- The agenda of the Meeting is the following:

1. Election by the Company of the investment company in risk capital (SICAR) regime under the law of 15 June 2004, as amended, on the investment company in risk capital (the SICAR Law);

2. Subsequent change of the corporate denomination of the Company by replacing the current name 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. by 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR in order to reflect the change of legal status;

3. Amendment of object of the Company which should forthwith read as follows:

"The objective of the Company is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest meaning as may be permitted under the SICAR Law, the Circular 06/241 and the Private Placement Memorandum in order to provide its Shareholders with the benefit of returns on the management of its assets in consideration for the risk that the Shareholders may incur in this respect. For these purposes the Company may carry out all transactions, including direct or indirect equity or equity related investments, pertaining directly or indirectly to the launch and/or development of entities, in accordance with article 1 of the SICAR Law.

The Company may also carry out whatever transactions which are deemed necessary in order to develop, administer, manage and control these participating interests. To that effect the Company may fund itself by borrowing funds from affiliate companies and/or unrelated third party lenders and capital markets parties, entering into loan and finance agreements, issuing bonds, notes or other debt or equity instruments (convertible or not) both in public and private placements, in registered form, with any denomination and payable in any currencies, subject to the limitations set forth in the Private Placement Memorandum. It may also enter into hedging transactions and buy/sell derivative products for hedging its currency exchange rate and interest rate exposures.

In particular, the Company may use its funds, whether borrowed or not, for the creation, development and control of any enterprise and the grant to companies in which the Company has a direct or indirect participating interest, and/or to any affiliates of the group the Company is a member of and/or any parent company of the Company, of any financial assistance, support, loans, advances, security or guarantees. The Company may also subscribe to whatever forms of security issued by any of the referred companies or Affiliates in furtherance of the objects set out in this Article 4 within the limits set forth by the Law.

Further, the Company may take any measures and carry out any operation or transaction, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law."

4. Cancellation of the nominal value of the Company's ordinary shares;

5. Creation of four new classes of Shares, being Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares and Class D Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each;

6. Reclassification of the Company's ordinary shares into thirty thousand (30,000) Class A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each; and

7. Subsequent amendment and total restatement of the articles of association of the Company in order to reflect the changes resulting from the foregoing.

These facts having been exposed and recognised as true by the Meeting, the Meeting duly represented, unanimously decides the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves that the Company shall elect with immediate effect for the investment company in risk capital (SICAR) regime under the SICAR Law.

Second resolution

The Meeting resolves to change the corporate denomination of the Company into 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR.

Third resolution

The Meeting resolves to amend the corporate object of the Company, so as to read as follows:

"The objective of the Company is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest meaning as may be permitted under the SICAR Law, the Circular 06/241 and the Private Placement Memorandum in order to provide its Shareholders with the benefit of returns on the management of its assets in consideration for the risk that the Shareholders may incur in this respect. For these purposes the Company may carry out all transactions, including direct or indirect equity or equity related investments, pertaining directly or indirectly to the launch and/or development of entities, in accordance with article 1 of the SICAR Law.

The Company may also carry out whatever transactions which are deemed necessary in order to develop, administer, manage and control these participating interests. To that effect the Company may fund itself by borrowing funds from

affiliate companies and/or unrelated third party lenders and capital markets parties, entering into loan and finance agreements, issuing bonds, notes or other debt or equity instruments (convertible or not) both in public and private placements, in registered form, with any denomination and payable in any currencies, subject to the limitations set forth in the Private Placement Memorandum. It may also enter into hedging transactions and buy/sell derivative products for hedging its currency exchange rate and interest rate exposures.

In particular, the Company may use its funds, whether borrowed or not, for the creation, development and control of any enterprise and the grant to companies in which the Company has a direct or indirect participating interest, and/or to any affiliates of the group the Company is a member of and/or any parent company of the Company, of any financial assistance, support, loans, advances, security or guarantees. The Company may also subscribe to whatever forms of security issued by any of the referred companies or Affiliates in furtherance of the objects set out in this Article 4 within the limits set forth by the Law.

Further, the Company may take any measures and carry out any operation or transaction, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law."

Fourth resolution

The Meeting resolves to cancel the nominal value of the Company's ordinary shares.

Fifth resolution

The Meeting resolves to create four new classes of Shares, being Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares and Class D Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Sixth resolution

The Meeting resolves to reclassify the Company's ordinary shares into thirty thousand (30,000) Class A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Seventh resolution

As a result of the foregoing resolutions, the Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company.

The new articles of association (the Articles) will have the following wording:

"4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR"

Société en commandite par actions

sous forme de société d'investissement en capital à risque

Siège social: 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 140.056

ARTICLES OF ASSOCIATION

I. Definitions

Art. 1. Definitions. Except as otherwise defined or as the context may otherwise require, capitalised words and expressions, whether use in the singular or plural, shall have the meanings set out below:

Additional Class A Shareholder	means any new Class A Shareholder admitted as a Shareholder to the Company after the First Closing Date or any existing Class A Shareholder increasing its Commitment after the First Closing Date;
Administration Agent	means the Person appointed by the Manager, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to act as administration agent of the Company;
Administration Agreement	means the administration agreement, as may be amended from time to time, entered into by the Administration Agent and the Company;
Affiliate	means an entity or Person directly or indirectly controlling or controlled by or under common control with the relevant party. The term "control" (and any cognate expression) means, in respect of an entity, the right to: (a) exercise the majority of the voting rights of shareholders of that entity; or (b) appoint the majority of the members of the board of that entity; or (c) determine the policy and strategy of that entity;
Articles	means these articles of association, as amended from time to time;
Authorised Share Capital	means the authorised share capital of the Company;
Base Currency	means the reference currency of the Company, being the euro, unless otherwise determined by the Manager in its sole discretion;
Business Day	means a day upon which banks are open for business in Luxembourg;
Capital Contribution	means the portion of each Commitment drawn down and contributed by such Shareholder in exchange for the issuance of Shares of the Company;

Carried Interest	means the carried interest as defined in the Private Placement Memorandum;
Carried Interest Vehicle	means the legal entity that is entitled to receive Carried Interest, which is directly or indirectly held by Persons involved in the management of the Company;
Circular 06/241	means the circular issued by the CSSF on 5 April 2006 on the concept of risk capital under the SICAR Law;
Class	means each class of Shares within the Company;
Class A Shares	means the class A shares having the characteristics and carrying the rights and obligations as set out in the Private Placement Memorandum and these Articles;
Class A Shareholder	means any Person that holds Class A Shares;
Class B Shares	means the class B shares having the characteristics and carrying the rights and obligations as set out in the Private Placement Memorandum and these Articles;
Class B Shareholder	means the Carried Interest Vehicle;
Class C Shares	means the class C shares having the characteristics and carrying the rights and obligations as set out in the Private Placement Memorandum and these Articles;
Class C Shareholder	means the Manager;
Class D Shares	means the class D shares having the characteristics and carrying the rights and obligations as set out in the Private Placement Memorandum and these Articles;
Class D Shareholder	means any Person that holds Class D Shares;
Commitment	means the maximum amount agreed to be contributed to the Company by way of subscription for Shares by an Investor pursuant to the terms and conditions set out in the Subscription Agreement entered into by such Investor;
Company	means 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), organised as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque or SICAR);
Company Law	means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time;
CSSF	means the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority of the financial sector;
Custodian	means such credit institution within the meaning of the Luxembourg law of 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, appointed by the Manager, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to act as custodian of the Company;
Custodian Agreement	means the custodian and paying agency agreement, as may be amended from time to time, entered into by the Custodian and the Company;
Default Date	means the date on which a Shareholder became a Defaulting Investor;
Default Interest	means 3-month EURIBOR plus 5%;
Default Redemption Price	means a Shareholder's drawn down Commitments reduced by 20% of that amount;
Defaulting Shareholder	means a defaulting shareholder as defined in Article 11.1;
Distributable Cash	means the net profits available for distribution in accordance with the Law, including any amounts allocated to the Share Premium Accounts and the distributable reserves in accordance with the Law and these Articles;
Drawdown Notice	means the written notice delivered by the Manager, which determines the tranches and dates for the Commitments of the Shareholders to be advanced;
Equalisation Adjustment	means the equalisation adjustment as defined in Article 10.3;
Final Subscription Date	means the date on which the Company ceases to accept Commitments, which shall be no later than eighteen (18) months from the First Closing Date, unless otherwise determined by the Manager in its sole discretion;
First Closing	means the first closing held by the Company on the First Closing Date, to occur at the discretion of the Manager at the latest 6 months following the beginning of the Offer Period;
First Closing Date	means the first date determined by the Manager on which Shares of any Class are issued;
General Meeting	means a general meeting of Shareholders of the Company;
Investment	means any investment made by the Company including without limitation (i) any add-on investment, (ii) the refinancing of any one or more of such investments and (iii) any such investment made through a joint venture with a third party;

Investment Period	means the period commencing on the First Closing Date and ending on the third anniversary of the date of the Final Subscription Date, subject to a one year extension to be decided on by the Manager in its sole discretion;
Investor	means any Well-Informed Investor who has made a Commitment to subscribe or who has subscribed for Shares;
Law	means the Company Law and the SICAR Law jointly;
Lux GAAP	means the generally accepted accounting principles in Luxembourg;
Management Fee	means the management fee as set forth in the Private Placement Memorandum;
Management Share	means the non-participating unlimited share in the Company subscribed for by the Manager;
Manager	means 4rae Renewable and Alternative Energy S.à r.l., a private limited liability Company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 22, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg;
Mandatory Redemption Price	means the NAV per Share decreased by a redemption charge of twenty (20) per cent;
Net Asset Value or NAV	means the net asset value of the Company, or a Share, as applicable from time to time, determined in accordance with the Private Placement Memorandum and these Articles;
Offer Period	means the period commencing on 5 March 2009 and ending on the Final Subscription Date;
Person	means any corporation, company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity, including an individual;
Placement Documents	means the Private Placement Memorandum and these Articles;
Principal Company Documents	means collectively: (a) the Private Placement Memorandum; (b) these Articles; (c) the Subscription Agreements; (d) the Administration Agreement; (e) the Custodian Agreement; and (f) reports issued by the Company from time to time.
Private Placement Memorandum	means the private placement memorandum prepared and issued by the Company, as may be amended from time to time;
Prohibited Shareholder	means a Shareholder who is subject to any of the circumstances set out in Section 9.4 (Mandatory Redemption of Shares) of the Private Placement Memorandum;
Redemption Date	means the day on which Shares are redeemed;
Redemption Price	means the NAV per Share;
Registrar and Transfer Agent	means the Person appointed by the Manager, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to act as registrar and transfer agent of the Company from time to time;
Shareholder	means any Person that holds Shares;
Share Premium Account	means the share premium account of the Company;
Shares	means, unless the context otherwise requires, the Management Share, the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares and the Class D Shares collectively;
SICAR Law	means the Luxembourg law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital, as amended from time to time;
Subscription Agreement	means each subscription agreement entered into by the Manager and an Investor and setting out: (a) the rights and obligations of that Investor in relation to its subscription for Shares; (b) its adherence to the Placement Documents; and (c) representations and warranties given by that Investor for the benefit of the Company;
Subsequent Subscription	means any subscription for Shares after the First Closing;
Undrawn Commitment	means in relation to a Shareholder, the amount of its Commitment, which, at the relevant time, remains available for draw down;

Valuation Day	means the day on which the NAV is calculated which shall be at least once every year and any other date as the Manager may in its sole discretion determine for the purposes of calculating the NAV of the Company or a Share; and
Well-Informed Investor	means any institutional investor, professional investor or any other investor who has confirmed in writing that it adheres to the status of well-informed investor and either (i) invests a minimum euro 125,000 in the Company or (ii) has obtained an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC; an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC; or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC, certifying its expertise, its experience and its knowledge in adequately appraising an investment in risk capital.

II. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 2. Name. There is hereby established among 4rae Renewable and Alternative Energy S. à r.l., the unlimited shareholder who is also the manager of the Company (the Manager), and the limited shareholders (together with the Manager, the Shareholders), a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) under the name of 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR, which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the Company Law, the SICAR Law, as well as by the present Articles.

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the Manager. It may be transferred within the municipality by a resolution of the Manager. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of these Articles.

3.2 In the event that the Manager determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent and either interfere or are likely to interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 4. Object.

4.1 The objective of the Company is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest meaning as may be permitted under the SICAR Law, the Circular 06/241 and the Private Placement Memorandum in order to provide its Shareholders with the benefit of returns on the management of its assets in consideration for the risk that the Shareholders may incur in this respect. For these purposes the Company may carry out all transactions, including direct or indirect equity or equity related investments, pertaining directly or indirectly to the launch and/or development of entities, in accordance with article 1 of the SICAR Law.

4.2 The Company may also carry out whatever transactions which are deemed necessary in order to develop, administer, manage and control these participating interests. To that effect the Company may fund itself by borrowing funds from affiliate companies and/or unrelated third party lenders and capital markets parties, entering into loan and finance agreements, issuing bonds, notes or other debt or equity instruments (convertible or not) both in public and private placements, in registered form, with any denomination and payable in any currencies. It may also enter into hedging transactions and buy/sell derivative products for hedging its currency exchange rate and interest rate exposures.

4.3 In particular, the Company may use its funds, whether borrowed or not, for the creation, development and control of any enterprise and the grant to companies in which the Company has a direct or indirect participating interest, and/or to any affiliates of the group the Company is a member of and/or any parent company of the Company, of any financial assistance, support, loans, advances, security or guarantees, subject to the limitations set forth in the Private Placement Memorandum. The Company may also subscribe to whatever forms of security issued by any of the referred companies or Affiliates in furtherance of the objects set out in this Article 4 within the limits set forth by the Law.

4.4 Further, the Company may take any measures and carry out any operation or transaction, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law.

Art. 5. Duration.

5.1 The Company shall terminate on the seventh (7th) anniversary of the First Closing Date, subject to two consecutive one-year extensions at the discretion of the Manager.

5.2 The Company may be terminated at any time before its term by a decision of the General Meeting in the manner required for the amendment of these Articles.

5.3 The Company shall not come to an end in the event of the occurrence of the resignation, dissolution, bankruptcy, insolvency or legal incapacity of the Manager. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the CSSF.

5.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a General Meeting, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Company and in case of a decision to continue the Company's activities, the designation of a replacement manager. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a General Meeting in accordance with the procedures laid down in Article 20 hereafter.

5.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

III. Capital - Shares

Art. 6. Capital.

6.1 The Company has an issued share capital of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided into thirty thousand (30,000) Class A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each and fully paid up and one (1) Management Share with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) and fully paid up. The Company's share capital may also be represented by Class B Shares, Class C Shares and Class D Shares.

6.2 The Company has an Authorised Share Capital of three million euro (EUR 3,000,000) consisting of one (1) Management Share with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) and subscribed for by the Manager and furthermore divided into the following additional Classes of Shares:

- (a) Class A Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each, which will be offered to Well-Informed Investors;
- (b) Class B Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each, which will be offered to the Carried Interest Vehicle;
- (c) Class C Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each, which will be offered to the Manager; and
- (d) Class D Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each, which will be offered to members of the 4rae Investment Team as listed in Chapter VII of the Private Placement Memorandum and any Well-Informed Investors as selected by the Manager.

6.3 The subscribed share capital of the Company, increased by the share premium, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company was authorised as a "société d'investissement en capital à risque" or "SICAR" under the SICAR Law, shall be one million euro (EUR 1,000,000).

Art. 7. Classes of shares - Registration.

7.1. Subject to the rights, obligations, terms and conditions attaching to any particular Class, each Share confers an equal undivided interest in the Company and all Shares in a Class rank equally.

7.2. Shares will be issued up to 3 decimal places of a Share and such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant fractional Share on a pro rata basis.

7.3. The Company recognises only one holder per Share; in case a Share is held by more than one Person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one Person has been appointed or designated by the joint holders as the sole owner.

7.4. The Shares are and will continue to be in registered form. The Shares are not certificated but a certificate (certificat d'inscription nominative) witnessing the registration of the relevant Shareholder in the share register of the Company and the number of Shares held by it shall be issued by the Company on the request and at the cost of the Shareholder.

7.5. A share register shall be kept at the registered office of the Company. Such register shall set forth the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number of Shares held by it, the amounts paid in on each such Share, and the transfer of Shares and the dates of such transfers.

7.6. Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the share register. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered in by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time. Shareholders may also provide the Company with an electronic address to which a copy of all notices of the Company will be sent simultaneously with the dispatch of the original notice to the address of the Shareholder entered into the register of share.

Art. 8. Issue and Subscription of shares.

8.1 The Manager is authorised to issue Shares until the fifth anniversary of the publication of the Articles in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, which period may be extended by the General Meeting, for the purpose of raising the total nominal paid up capital of the Company up to an amount equal to the Authorised Share Capital and where the Manager deems appropriate, increased with share premium of in total eight hundred million euro (EUR 800,000,000), in one or several times and in its sole discretion without reserving to the existing Shareholders a pre-

emptive subscription right on the Shares to be issued. Each time the Manager proceeds with such capital increase, these Articles will be modified to reflect the capital increase.

8.2 Investors may commit to subscribe for Shares during the Offer Period, which shall terminate no later than eighteen (18) months from the First Closing Date, unless otherwise determined by the Manager in its sole discretion.

8.3 Shares shall be issued at an amount equal to the nominal value of one euro (EUR 1) per Share plus, if applicable, share premium and Equalisation Adjustment as set out in Article 10.3.

8.4 The share premium paid on the Shares, if any, shall be allocated to a separate share premium account in the books of the Company (the Share Premium Account). The balance of the Share Premium Account shall be available for distribution to the Shareholders in accordance with Article 25.

8.5 One tenth of the nominal paid up capital of the Company will be issued in the form of Class B Shares which will be exclusively held by the Carried Interest Vehicle.

8.6 One tenth of the nominal paid up capital of the Company will be issued in the form of Class C Shares which will be exclusively held by the Manager.

8.7 No more than one tenth of the nominal paid up capital of the Company will be issued in the form of Class D Shares.

8.8 Each prospective Investor shall execute a Subscription Agreement, containing, inter alia, the commitment of the prospective Investor to subscribe for Shares and to pay them up by contribution in cash or, subject to the discretion of the Manager, in kind which, upon acceptance, will be signed by the Manager.

8.9 The minimum Commitment is fifteen million euro (EUR 15,000,000) per Investor if such Investor is an institutional investor and ten million euro (EUR 10,000,000) if such Investor is a private individual. The Manager may, in its sole discretion, accept Commitments for less than the stated minimum amounts, provided however that the minimum Commitment per Investor shall never be lower than one hundred and twenty-five thousand euro (EUR 125,000) with the exception of the Manager and any manager or any other person who is involved in the management of the Company whose Commitment may be lower than one hundred and twenty-five thousand euro (EUR 125,000).

8.10 Shares may only be subscribed for by Well-Informed Investors within the meaning of article 2 of the SICAR Law and as defined in these Articles. This restriction applies neither to the Manager nor to any manager or any other person who is involved in the management of the Company.

8.11 Unless otherwise provided for herein or in the Private Placement Memorandum, no preferential subscription rights shall apply.

8.12 The Manager may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets, unless such contribution in kind is detrimental to the other Shareholders, provided that such securities or other assets comply with its investment objective and strategy of the Company as well as the SICAR Law and are in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a contribution in kind report from an independent auditor which shall be available for inspection. The costs therefore shall be borne by the relevant Investor.

Art. 9. Drawdowns.

9.1 The Manager may draw down Undrawn Commitments from Shareholders, pro rata to such Shareholders' Commitments, unless otherwise decided by the Manager in its sole discretion, and up to their respective Commitments, in such instalments as the Manager considers in its sole discretion will be needed by the Company to make Investments and to pay Company expenses with no less than fifteen (15) Business Days prior written notice.

9.2 Each Drawdown Notice will for payment by the recipient Shareholder of an amount in the Base Currency no greater than its Undrawn Commitment. Each Drawdown Notice will set out the required Capital Contribution, the date on which such drawdown is payable, the bank account to which such payment is to be made and other terms and conditions such as, subject to confidentiality requirements, the summary details of any proposed Investment.

9.3 Following the expiration of the Investment Period, all Investors will be released from any further obligation with respect to their Undrawn Commitments, except to the extent necessary to (i) pay ongoing obligations, operating expenses and liabilities of the Company (including for fees due to the Manager or any Affiliate of the Manager), (ii) complete Investments that are in process as of the end of the Investment Period and (iii) to make follow on Investments in existing portfolio companies in an aggregate amount up to 20% of total Commitments.

Art. 10. Investors participating in subsequent subscriptions.

10.1 The Manager may admit new Investors or allow existing Investors to increase their Commitment after the First Closing Date until the end of the Offer Period (each a Subsequent Subscription).

10.2 Class A Shareholders admitted to the Company, or existing Class A Shareholders increasing their Commitment, at a Subsequent Subscription (the Additional Class A Shareholders) will be treated as if they had been admitted, or as if the increase has been included in their respective Commitment at the First Closing.

10.3 An Additional Class A Shareholder will participate in all Investments made, and fees and expenses incurred before its admission to the Company pro rata with the existing Class A Shareholder (unless there has been a material change or significant event relating to an Investment in which such Investor is to participate that would justify a different valuation in the discretion of the Manager) contributing the following amount (the Equalisation Adjustment):

(a) its pro rata share of all drawn down Commitments from Class A Shareholders (including an amount equal to the Priority Profit Participation and an amount equal to the Management Fee payable with respect to its (increased) Commitment), as determined by the Manager, as if it had been admitted, or as if the increase has been included in their respective Commitment at the First Closing; and

(b) a late entrance charge equal to 12-month EURIBOR plus 2% per annum on the amount to be contributed by an Additional Class A Shareholder as referred to under (a), accruing from the First Closing Date or the date any Capital Contribution was made as the case may be, until the date of the Subsequent Subscription; less

(c) an amount equal to the Additional Class A Shareholder's pro rata share in any distribution made by the Company prior to the Subsequent Subscription.

10.4 The amount to be contributed by an Additional Class A Shareholder as referred to in Article 10.3 (a) shall be, either by means of a redemption of the relevant number of Class A Shares or by means of a proportionate repayment of the share premium contributed by such Class A Shareholder or by means of a combination of the aforementioned two repayment mechanisms as the Manager deems appropriate, repaid to Class A Shareholders admitted prior to the Subsequent Subscription and (excluding interest) will be added back to their respective Commitments such that the drawn down Commitments of all Class A Shareholders, including the Additional Class A Shareholders, bear the same proportion to their respective Undrawn Commitments. The Manager is being empowered by the Shareholders and has full authority to redeem the appropriate number of Class A Shares and/or reimburse part of the share premium within the framework of the Equalisation Adjustment and execute all such documents and deeds in connection with the applicable share capital decrease and/or share premium redemption.

10.5 The amount to be contributed by an Additional Class A Shareholder as referred to in Article 10.3 (b) shall be repaid to Class A Shareholders admitted prior to the Subsequent Subscription pro rata to the amount paid to the existing Class A Shareholders pursuant to the preceding sentence and may not be drawn again by the Company.

Art. 11. Defaulting shareholder.

11.1 If a Shareholder, which includes for the purposes of this section an Investor that has entered into a Subscription Agreement without having obtained Shares yet, fails:

(a) to advance to the Company the amount which is the subject of a Drawdown Notice on or before the due date under the Drawdown Notice; and

(b) to remedy such default and to pay the Default Interest to the Company on the amount outstanding for the period from the date due under the Drawdown Notice up to the date of payment, on or before the expiry of fifteen (15) Business Days following the due date under the Drawdown Notice;

then the Shareholder is a defaulting Shareholder (a Defaulting Shareholder), and:

(i) default Interest shall continue to accrue; and

(ii) without prejudice to any other rights that the Manager may have, the Manager shall have the right (but not the obligation) to do one or more of the following:

(a) cause the Undrawn Commitment of such Defaulting Shareholder to be forfeited and the rights of the Defaulting Shareholder shall thereafter be limited to those agreed with the Manager, and such Defaulting Shareholder shall cease to be a Shareholder for all purposes as at the date that the Undrawn Commitment of such Defaulting Shareholder is forfeited, as provided above; and/or

(b) redeem the Shares of the Defaulting Shareholder at the Default Redemption Price calculated as at the Default Date, after the deduction of all fees and expenses incurred in relation to such default as determined at the discretion of the Manager. The Default Redemption Price, less such fees and expenses, shall be payable to the Defaulting Shareholder, up to the amount of cash being available, as soon as all other Shareholders have received full repayment of their drawn down Commitment and their preferred return; and/or

(c) procure the sale and transfer of the Shares of the Defaulting Shareholder at the Default Redemption Price calculated as at the Default Date. The Default Redemption Price, less such fees and expenses, shall be payable to the Defaulting Shareholder by the transferee, upon the sale and transfer of the Shares whereby the transferee shall pay the Company an amount equal to all fees and expenses incurred in relation to the default as determined at the discretion of the Manager. The Manager shall be constituted the agent for the sale and transfer of the Defaulting Shareholder's Shares (with or without the Undrawn Commitment of such Defaulting Shareholder, at the discretion of the Manager) and each Shareholder will agree to appoint or procure the appointment of the Manager as its true and lawful attorney to execute any documents required in connection with such sale and transfer if it shall become a Defaulting Shareholder and shall ratify whatever the Manager shall lawfully do pursuant to such power of attorney and to keep the Manager indemnified against any claims, costs and expenses which the Manager may suffer as a result. The Manager shall have absolute discretion to determine the steps and timings of the sale process, including but not limited to the selection of the prospective purchaser; and/or

(d) take any action as the Manager may think necessary to enforce the obligations of the Defaulting Shareholder to make payment of any sums due such as the outstanding Commitment, Default Interest and recovery of sums under the Defaulting Shareholder's Subscription Agreement (including the indemnity for losses).

In case the Default Redemption Price per Share, calculated by dividing the Default Redemption Price by the number of Shares held by the Defaulting Shareholder, is higher than the NAV per Share, the Default Redemption Price shall be equal to the NAV per Share reduced by 20%. In case the NAV is negative or equal to zero, the Default Redemption Price shall also be equal to zero.

Art. 12. Transfer of shares.

12.1 Shareholders will not be permitted to sell, transfer or pledge their Shares in the Company without the consent of the Manager, except that no such consent is required for transfers of Shares to Affiliates, provided that:

(i) such transferee is a Well-Informed Investor; and

(ii) the transferring Shareholder remains jointly and severally liable with the transferee for any remaining obligations under the Placement Documents relating to the period prior to transferring its Shares to the transferee (including without limitation the obligation to pay any remaining balance of its Commitment in accordance with any draw down previously made by the Manager).

The condition under (i) applies neither to the Manager nor to any manager or any other person who is involved in the management of the Company.

12.2 The Management Share may only be transferred upon a replacement of the Manager in accordance with these Articles.

12.3 Any transfer of Shares to a Person which does not qualify as Well-Informed Investor will not be valid vis-à-vis the Company and the Company shall not accept to register such transfer in the share register.

12.4 The transfer may only be effected by delivery to the Manager of an instrument of transfer in appropriate form. The transferee will be required to complete a Subscription Agreement under which he accepts to take over the Commitments subscribed for by the transferor.

Art. 13. Redemption of shares.

13.1 Shares in the Company shall not be redeemable at the request of any Shareholder. The Shares may only be redeemed whenever the Manager considers a redemption to be in the best interest of the Company and subject to (i) the NAV per Share being positive and (ii) the availability of sufficient cash to meet the redemption requests and in accordance with the SICAR Law.

13.2 Upon a decision by the Manager to redeem any Share, such redemption shall be up to the amount and in terms specified by the Manager in a notice served to the Shareholders, all in accordance with the limitations imposed by the Law and these Articles. Such notice will specify the number of Shares to be redeemed, the Redemption Price and the Redemption Date.

13.3 Shares will, unless otherwise determined at the discretion of the Manager, be redeemed on a basis pro rata to the respective number of Shares held by each Shareholder.

13.4 Payment of the Redemption Price shall be made by the Company to the respective bank account specified by the relevant Shareholder concerned within a period to be determined by the Manager, such period not to exceed ten (10) Business Days from the Redemption Date, provided that the share certificates (if any) and other transfer documents relating to such redeemed Shares have been received by the Company.

13.5 The Shares may, at the sole discretion of the Manager, be redeemed on a compulsory basis:

(a) if the continued participation of a Shareholder is likely to cause the Company or the Manager to violate any material law or regulation or would result in the Company or the Manager or any Shareholder (other than the Shareholder the Shares of which are to be redeemed) suffering material taxation, economic or other disadvantage which they would not have suffered had such Person not been a Shareholder;

(b) if a Shareholder does not qualify or no longer qualifies as a Well-Informed Investor;

(c) if a Shareholder has materially violated any provision of the Placement Documents; and

(d) under such other circumstances as the Manager may upon advice of its legal counsel determine where continued ownership by a Shareholder would be materially prejudicial to the interests of the Company, the Manager and/or the other Shareholders.

Any Shareholder subject to any of the circumstances referred to under (a) up to and including (d) shall be a Prohibited Shareholder. The Manager may redeem the Shares of such Prohibited Shareholder at a redemption price equal to the NAV per Share decreased by a redemption charge of twenty (20) per cent (the Mandatory Redemption Price), to be paid to the Prohibited Shareholder, up to the amount of cash being available, as soon as all other Shareholders have received full repayment of their drawn down Commitment and their preferred return. Further, in the event of such compulsory redemption, the Manager may decide to provide the remaining Shareholders (other than the Prohibited Shareholder) with a right to purchase on a pro rata basis the Shares previously held by such Prohibited Shareholder at the Mandatory Redemption Price.

In case the NAV per Share is negative or equal to zero, the Mandatory Redemption Price shall also be equal to zero, except in case where the Shareholder shall be considered having acted in good faith, as to be determined by the Manager, in which case the Manager shall determine the Mandatory Redemption Price taking into consideration the best interests of all Shareholders and creditors of the Company.

13.6 Immediately upon the Redemption Date, the relevant Shareholder shall cease to be the owner of the Shares referred to in the notice and its name shall be removed from the share register and it shall cease to have any rights with respect to the Shares so redeemed.

13.7 The Shares so redeemed may be cancelled by the Company as from the Redemption Date or kept as treasury stock.

Art. 14. Net asset value.

14.1 The Net Asset Value of the Company, respectively of each Class of Shares, will be determined in the Base Currency by the Administration Agent under the supervision of the Manager on each Valuation Day.

14.2 The Net Asset Value of the Company is equal to the difference between the value of the Company's gross assets and its liabilities.

14.3 The Net Asset Value per Share on a Valuation Day equals the total Net Asset Value of that Class on that Valuation Day divided by the total number of Shares of that Class then outstanding on that Valuation Day.

14.4 The Administration Agent determines the fair value of Investments using a set of internationally recognised valuation methodologies. In particular, the Administration Agent shall take into account the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEVCG) published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), the British Venture Capital Association (BVCA) and the French Venture Capital Association (AFIC) in March 2005, as amended from time to time, and adopted since then by numerous venture capital associations as well as by the International Limited Partners Association. The fair valuation methodology applied by the Administration Agent may deviate from the IPEVCG, e.g., if due to the specific nature and characteristics of the Company's business model, such deviation may result in a better determination of the Net Asset Value. The valuation methodology adopted by the Manager shall be used consistently. The fair value of each of the Investments shall be reviewed at each Valuation Day and adjusted where necessary.

14.5 The assets of the Company shall be deemed to include:

(a) all cash on hand or on deposit, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

(b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis;

(c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(d) all stocks, stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

(e) all interest accrued on any interest bearing securities owned by the Company, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(f) Shares held until they are resold or cancelled; and

(g) all other assets of every kind and nature, including expenses paid in advance.

For the avoidance of doubt:

(i) until they are drawn down, Undrawn Commitments shall not be taken into consideration as an asset; and

(ii) distribution amounts shall not be taken into consideration as an asset from the date of payment.

14.6 The valuation of such assets shall be calculated in the following manner, in each case in accordance with article 5.3 of the SICAR Law, using internationally recognised valuation methodologies:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be represented by the par value of these assets except, however, if it appears that such value is unlikely to be received. In the latter case, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of these assets;

(b) the value of transferable securities listed or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public is based on the latest available price and if such transferable security is dealt in on several markets, on the basis of the latest available price on the main market for such security. If the latest available price is not representative, the value will be assessed on the basis of the fair value which shall be estimated prudently and in good faith by the Administration Agent;

(c) the securities not quoted or dealt in on a stock exchange or a regulated market operating regularly shall be assessed on the basis of their fair value which shall be estimated prudently and in good faith by the Administration Agent;

(d) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the Base Currency shall be valued taking into account the bid spot exchange rate prevailing at the Valuation Day for determination of the NAV; and

(e) all other assets shall be assessed on the basis of the fair value which shall be estimated prudently and in good faith by the Administration Agent.

14.7 The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligation for payments of money or property;

(c) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Manager;

(d) until paid, the purchase price for redeemed Shares; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature as set forth in further detail in the Placement Documents.

In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all accrued and unpaid Company expenses, Priority Profit Participation (as defined in the Private Placement Memorandum) and Management Fee, from the date they become due and payable and until they are paid. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

14.8 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and applied in accordance with Lux GAAP.

14.9 In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value of the Company and per Share taken by the Manager, the Administration Agent or by any bank, company or other organization which the Manager may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and on its Shareholders.

14.10 The Manager may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share and the issue and redemption of Shares:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the Investments of the Company is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the Investments of the Company quoted thereon; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Manager as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company would be impracticable; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments of the Company or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to the Company; or

(d) when for any other reason the prices of any Investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

(e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition, of Investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Manager be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Manager and shall be notified to Shareholders having made an application for subscription and redemption of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

14.11 Any request for subscription or redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with as of the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

14.12 Under exceptional circumstances that may adversely affect the interests of Shareholders, or in case of massive redemption applications, the Manager reserves the right only to determine the issue/redemption or conversion price after having executed, as soon as possible, the necessary sales of securities or other assets. In this case, subscription, redemption and conversion applications in process shall be dealt with on the basis of the Net Asset Value thus calculated.

IV. Management - Representation

Art. 15. Management.

15.1 The Company shall be managed by the Manager who shall be the unlimitedly liable shareholder (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The other Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings and shall be liable to the extent of their Commitments made to the Company as set out in Article 22 below.

15.2 The Manager is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by the Law, the Private Placement Memorandum or by these Articles to the meeting of Shareholders, in compliance with the investment objectives and strategy of the Company.

15.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Manager shall have the broadest powers to implement the Company's investment strategy, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company and to manage the Investments for the account of the Company with a view to achieving the investment strategy. The Manager shall have complete discretion and full power, authority and right to represent and bind the Company.

15.4 The Manager may, from time to time, appoint officers or agents under its responsibility as required for the operation and management of the Company, provided however that the Shareholders may not act on behalf of the Company without risking their limited liability status. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the Manager.

15.5 The Manager may be removed from its capacity as manager in a General Meeting representing a majority of 75% of the votes cast where at least 50% of the voting rights is represented, subject to the prior approval of the CSSF, on the occurrence of the following events:

(a) any action by the Manager, or any person to whom the Manager has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within 60 days after notification to or the coming to the Manager's attention; or

(b) the determination by an arbitrator or competent court that the Manager, or any person to whom the Manager has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of one or more provisions of the Principal Company Documents, and which is not remedied within 60 days after notification to or the coming to the Manager's attention.

No consent of the Manager is required for such Shareholders' resolution.

The Manager may not be removed from its capacity as manager of the Company in any other event, except as otherwise expressly provided by the Law or by these Articles.

15.6 Upon the removal of the Manager, a new manager of the Company shall, subject to the prior approval of the CSSF, be appointed by the Shareholders in a Shareholders' meeting with the majority requirements set out in Article 15.5, which shall substitute the Manager as manager of the Company by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the Manager's obligations as manager of the Company.

Art. 16. Authorised signature. The Company shall be bound by the signature of the Manager or by the individual or joint signatures of any other Persons to whom authority shall have been delegated by the Manager as the Manager shall determine in its discretion. No other Shareholder shall represent the Company towards third parties.

Art. 17. Conflict of interest. Any kind of conflict of interest is to be fully disclosed to the Manager. The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

Art. 18. Indemnification. The Company will indemnify the Manager and its respective officers, directors, employees, partners, members, shareholders and agents, the Custodian, the Administration Agent and the Registrar and Transfer Agent as well as any member of the Company's committees against claims, liabilities, costs and reasonable expenses (including legal fees) arising from any claim, action, suit or proceedings relating to the performance or non-performance of any act concerning the activities of the Company, provided that such indemnity's conduct does not qualify as wilful misconduct or gross negligence.

V. General meetings

Art. 19. Powers and Voting rights.

19.1 The decisions of the Shareholders are taken by resolutions passed at General Meetings held at a time and place specified in the notice of the meeting. Each Share is entitled to one vote. Each General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The resolutions passed at General Meetings shall be binding upon all Shareholders. Each Shareholder may participate in any General Meeting in person or by proxy, by tele- or videoconference (provided such participation allows their identification). Such means of communication shall have to satisfy technical characteristics which ensure an effective participation in the General Meeting and whose deliberations shall be online without interruption. Shareholders participating via such means of communication shall be deemed present for the calculation of the quorum and majority.

19.2 General Meetings are convened and chaired by the Manager. The Manager may convene General Meetings as often as necessary or when requested by Shareholders owning at least 10% of the issued and outstanding capital of the Company. If all Shareholders are present or represented at the General Meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

19.3 The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any General Meeting. Any Shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing or by fax another person, who need not be Shareholder, as its proxy. Shareholders may also participate in any General Meeting by correspondence voting. Correspondence voting shall be made on the basis of a voting form prepared by the Manager indicating the exact agenda items of the General Meeting each time followed by a "yes" or "no" voting block. Voting forms without any indication of a vote shall be void. For the calculation of the quorum only those voting forms which have been received by the Company three Business Days before the General Meeting shall be taken into account.

19.4 Unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum, these Articles or the Company Law, Shareholders' resolutions are adopted as follows:

(a) At General Meetings, resolutions are validly passed by the vote of Shareholders representing a simple majority of the Shares present or represented at such General Meeting validly convened and quorate in accordance with these Articles and the Company Law.

(b) Shareholders' resolutions to amend the Articles require a vote of Shareholders representing at least two thirds of the votes cast and, if such resolutions are to be passed at a General Meeting, the agenda must indicate the proposed amendments to these Articles and, where applicable, the text of those amendments which concern the company purpose or the legal form of the Company. A General Meeting shall not validly deliberate upon an amendment of the Articles unless a quorum of at least one half of the share capital is present or represented (including for the avoidance of doubt by voting forms). If this condition is not satisfied, a second meeting may be convened by the Manager by means of a registered letter sent twice at fifteen days interval at least and the second sent at least fifteen days before the meeting. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented.

(c) Shareholders' resolutions to change the nationality of the Company required the unanimous vote of all Shareholders.

(d) Unless otherwise provided for in these Articles or in the Private Placement Memorandum, the consent of the Manager is required for any Shareholders' resolution to be validity adopted.

19.5 Resolutions with respect to the Company abandoning the status of a "société d'investissement à capital à risque" and aiming at not being subject any more to the SICAR Law require the unanimous vote of all Shareholders.

Art. 20. Meetings of shareholders.

20.1 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the third Tuesday of May of each year. If such day is a bank holiday in the city of Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following Luxembourg Business Day.

20.2 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

20.3 All meetings of Shareholders shall be chaired by the Manager or by any duly authorised Person designated by the Manager.

20.4 The minutes of the General Meetings shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary, appointed by the chairman, and the scrutineer, elected by the General Meeting.

Art. 21. Convening notice.

21.1 Shareholders' meetings shall be convened by the Manager or the interim manager pursuant to Article 5.3, pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address on record in the shares' register of the Company which may also be published in the Luxembourg press and in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial).

21.2 If all the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Liability of the manager and The other shareholders.

22.1 The holders of the Shares other than the Management Share are only liable up to the amount of their respective Commitment to the Company.

22.2 The Manager's liability shall be unlimited.

VI. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 23. Fiscal year.

23.1 The fiscal year of the Company shall begin on 1st January and it shall terminate on 31st December of each year.

23.2 The accounts of the Company shall be stated in euro.

Art. 24. Audit, Annual accounts and Reporting.

24.1 The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an authorised independent auditor in accordance with Article 27 of the SICAR Law. The authorised independent auditor shall be elected by the Manager and continue to carry out its duties until its successor is elected.

24.2 The Manager shall prepare an annual report of the Company for each fiscal year in accordance with Lux GAAP as modified from time to time in the agreement with the Company's authorised independent auditor. The Manager shall cause the accounting information provided in the annual report to be audited by the Company's authorised independent auditor. The annual report of the Company will be published within six (6) months from the end of the relevant fiscal year. A copy of the annual report including the report of the Company's authorised independent auditor shall be dispatched to each Shareholder within six months after the end of each fiscal year.

24.3 The Company may distribute to each Shareholder reports including information on investments and divestments, in addition to the annual report which will include the audited financial statements for Company and its Affiliates.

Art. 25. Allocation of profits and Fees.

25.1 The Manager shall determine how the annual net profits shall be disposed of and it shall decide to pay dividends from time to time, as it, in its discretion, believes to suit best the corporate purpose and policy of the Company. The annual General Meeting of Shareholders shall approve the Manager's decision to pay dividends as well as the profit allocation proposed by the Manager. Each distribution of Distributable Cash to Shareholders, including any payment of interim dividends, which the Manager may decide, shall be made in accordance with the distribution rules set out in the Private Placement Memorandum.

25.2 The distributions may be paid in euro or in any other currency determined by the Manager and they may be paid at such places and times as shall be determined by the Manager.

25.3 The Manager may decide to pay interim dividends, each time subject to the distribution mechanism provided for in the Private Placement Memorandum.

VII. Dissolution - Liquidation**Art. 26. Dissolution - Liquidation.**

26.1 The Company may (i) be voluntarily dissolved by a resolution of the meeting of Shareholders with the consent of the Manager or (ii) dissolve upon expiry of the duration thereof as set out in Article 5.

26.2 The liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders which shall also determine their powers and their remuneration.

VIII. General provisions

Art. 27. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with the Custodian, which shall satisfy the requirements of the Law. All securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its Shareholders the duties and responsibilities provided by the Law.

Art. 28. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

There being no further, the Meeting is closed.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, the said appearing parties signed together with the notary the present deed.

French translation to be inserted

L'an deux mille neuf, le cinq mars.

Pardevant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire, résidant à Luxembourg.

S'est tenue, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A., une société en commandite par actions ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, constituée selon un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg, daté du 4 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1883 du 31 juillet 2008 et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.056 (la Société).

L'Assemblée a été ouverte à 10h 30, par Maître Nicolas Marchand, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en qualité de président (le Président).

Le Président a nommé comme secrétaire, Madame Corinne Petit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

L'Assemblée a élu comme scrutateur, Maître Grégory Beltrame, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

Une fois le bureau constitué, le Président a déclaré et demandé au notaire d'acter ce qui suit:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur la liste de présence. Cette liste et les procurations, après avoir été signées par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II.- Cette liste de présence expose que l'ensemble des trente et une (31) actions de la Société, à savoir une (1) action du gérant et trente (30) actions ordinaires, représentant 100% du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour dont les actionnaires ont connaissance.

III.- Tous les actionnaires présents ou représentés de la Société affirment avoir été dûment informés de la tenue de la présente Assemblée et de son ordre du jour et décident à l'unanimité de renoncer à toute procédure de convocation concernant cette Assemblée.

IV.- L'ordre du jour de cette Assemblée est le suivant:

1. Adoption par la Société du régime d'une société d'investissement en capital à risque (SICAR) régi par la loi du 15 juin 2004, telle que modifiée, concernant la société d'investissement en capital à risque (la Loi SICAR);

2. Modification subséquente de la dénomination sociale de la Société en remplaçant le nom actuel 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. par 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR de manière à refléter le changement de forme légale;

3. Modification de l'objet de la Société, qui doit, désormais être lu comme suit:

"L'objet de la Société est de placer ses fonds en valeurs représentatives de capital à risque, dans le sens le plus large de la Loi SICAR, de la Circulaire 06/241 et du Mémoire de Placement Privé de manière à ce que ses Actionnaires bénéficient, en contrepartie du risque qu'ils encourent, des résultats de la gestion de ses actifs. A cette fin, la Société peut exécuter toutes transactions, y compris des investissements directs ou indirects en capital ou à des investissements en capital, découlant directement ou indirectement du lancement et/ou développement d'entités, pour autant que se soit en conformité avec l'article 1 de la Loi SICAR.

La Société pourra également conclure toute transaction considérée comme nécessaire au développement, à l'administration, à la gestion et au contrôle de ses participations. A cet effet, la Société pourra se procurer des fonds en empruntant à des sociétés affiliées et/ou tierces parties prêteuses et opérateurs sur les marchés de capitaux, en contractant des prêts et des contrats de financement, en émettant des obligations ou autres instruments de dette ou de capitaux (convertibles ou non), à la fois dans des placements publics ou privés, sous forme nominative et sous n'importe quelle dénomination et payable en n'importe quelle devise, sous réserve des limitations établies par le Mémoire de Placement Privé. Elle peut aussi entrer dans des transactions de couverture de risque et acheter/vendre des produits dérivés destinés à la couverture de l'exposition du risque de son taux de change et de son taux d'intérêt.

La Société pourra, en particulier, utiliser ses fonds, qu'ils soient empruntés ou non, pour la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise et pour accorder à des sociétés dans lesquelles la Société détient des participations directes ou indirectes, et/ou à tout affilié du groupe dont la Société est membre et/ou à toute société mère de la Société, toute assistance financière, subventions, prêts, crédits, sûretés et garanties. La Société peut aussi souscrire à toute forme de sûreté émise par chacune des sociétés visées ou Affiliées pour servir, dans les limites établies par la Loi, les objets établis dans le présent article 4.

La Société peut, en outre, dans les limites permises par la Loi SICAR, prendre toutes mesures et effectuer toute opération ou transaction, considérées comme utiles dans le cadre du développement et de l'accomplissement de son objet social."

4. Suppression de la valeur nominale des actions ordinaires de la Société;

5. Création de quatre nouvelles classes d'Actions, à savoir les Actions de Classe A, de Classe B, de Classe C et Classe D ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1);

6. Reclassification des actions ordinaires de la Société en trente mille (30.000) Actions de Classe A ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1); et

7. Modification et refonte complète des statuts de la Société de manière à refléter les résolutions précédentes.

Ces faits ayant été exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, celle-ci dûment représentée décide ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide que la Société adopte, avec effet immédiat, le régime d'une société d'investissement en capital à risque (SICAR), tel que régi par la Loi SICAR.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale de la Société en 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la Société, qui doit, désormais être lu comme suit:

"L'objet de la Société est de placer ses fonds en valeurs représentatives de capital à risque, dans le sens le plus large de la Loi SICAR, de la Circulaire 06/241 et du Mémoire de Placement Privé de manière à ce que ses Actionnaires bénéficient, en contrepartie du risque qu'ils encourent, des résultats de la gestion de ses actifs. A cette fin, la Société peut exécuter toutes transactions, y compris des investissements directs ou indirects en capital ou à des investissements en capital, découlant directement ou indirectement du lancement et/ou développement d'entités, pour autant que se soit en conformité avec l'article 1 de la Loi SICAR.

La Société pourra également conclure toute transaction considérée comme nécessaire au développement, à l'administration, à la gestion et au contrôle de ses participations. A cet effet, la Société pourra se procurer des fonds en empruntant à des sociétés affiliées et/ou tierces parties prêteuses et opérateurs sur les marchés de capitaux, en contractant des prêts et des contrats de financement, en émettant des obligations ou autres instruments de dette ou de

capitaux (convertibles ou non), à la fois dans des placements publics ou privés, sous forme nominative et sous n'importe quelle dénomination et payable en n'importe quelle devise, sous réserve des limitations établies par le Memorandum de Placement Privé. Elle peut aussi entrer dans des transactions de couverture de risque et acheter/vendre des produits dérivés destinés à la couverture de l'exposition du risque de son taux de change et de son taux d'intérêt.

La Société pourra, en particulier, utiliser ses fonds, qu'ils soient empruntés ou non, pour la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise et pour accorder à des sociétés dans lesquelles la Société détient des participations directes ou indirectes, et/ou à tout affilié du groupe dont la Société est membre et/ou à toute société mère de la Société, toute assistance financière, subventions, prêts, crédits, sûretés et garanties. La Société peut aussi souscrire à toute forme de sûreté émise par chacune des sociétés visées ou Affiliées pour servir, dans les limites établies par la Loi, les objets établis dans le présent article 4.

La Société peut, en outre, dans les limites permises par la Loi SICAR, prendre toutes mesures et effectuer toute opération ou transaction, considérées comme utiles dans le cadre du développement et de l'accomplissement de son objet social."

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions ordinaires de la Société.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de créer quatre nouvelles classes d'Actions, à savoir les Actions de Classe A, les Actions de Classe B, les Actions de Classe C et les Actions de Classe D ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1).

Sixième résolution

L'Assemblée décide de reclassifier les actions ordinaires de la Société en trente mille (30.000) Actions de Classe A ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1).

Septième résolution

Suite aux résolutions précédentes, l'Assemblée décide de refondre totalement les statuts de la Société.

Les nouveaux statuts (les Statuts) sont établis comme suit:

"4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR"

Société en commandite par actions

sous forme de société d'investissement en capital à risque

Siège social: 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 140.056

STATUTS

I. Définitions

Art. 1^{er}. Définitions. Sauf s'ils sont définis autrement ou si le contexte l'exige, les mots et expressions commençant par une lettre capitale ont, tant au singulier qu'au pluriel, le sens indiqué ci-dessous:

Actionnaire Additionnel de Classe A	signifie tout nouvel Actionnaire de Classe A admis en tant qu'Actionnaire de la Société postérieurement à la Date de Première Clôture ou tout Actionnaire de Classe A existant qui augmente ses Engagements après la Date de Première Clôture;
Agent Administratif	signifie la Personne nommée par le Gérant, conformément aux lois et règlements luxembourgeois, pour agir en tant qu'agent administratif de la Société;
Convention d'Agent administratif	la convention d'agent administratif conclue par la Société et l'Agent Administratif, telle que pouvant être modifiée de temps à autre;
Affilié	signifie une entité ou Personne, qui directement ou indirectement contrôle, est contrôlée par ou sous le contrôle commun de la partie concernée. Le terme "contrôle" (et toute expression connexe) signifie, au regard d'une entité, le droit de: <ul style="list-style-type: none"> (a) exercer la majorité des droits de votes des actionnaires de cette entité; ou (b) nommer la majorité des membres du conseil de cette entité; ou (c) déterminer la politique et la stratégie de cette entité.
Statuts	signifie les présents statuts, tels que modifiés de temps à autre;
Capital Social Autorisé	signifie le capital social autorisé de la Société;
Devise de Référence	signifie la devise de référence de la Société qui est, sauf décision contraire du Gérant, l'euro;

Jour Ouvrable	signifie chaque jour d'ouverture des établissements bancaires à Luxembourg;
Apport en Capital	signifie la part de chaque Engagement appelé et apporté par cet Actionnaire en échange de l'émission d'Actions de la Société;
Carried interest	signifie le carried interest tel que défini dans le Mémoire de Placement Privé;
Véhicule de Carried interest	signifie la personne morale, qui est en droit de recevoir le Carried Interest qui est détenue, directement ou indirectement, par les Personnes impliquées dans la gestion de la Société;
Circulaire 06/241	signifie la circulaire relative au concept de capital à risque dans la Loi SICAR et émise par la CSSF le 5 avril 2006;
Classe	signifie chaque classe d'Actions de la Société;
Actions de Classe A	signifie les actions de classe A ayant les caractéristiques et portant les droits et obligations indiqués dans le Mémoire de Placement Privé et les présents Statuts;
Actionnaire de Classe A	signifie toute Personne détenant des Actions de Classe A;
Actions de Classe B	signifie les actions de classe B ayant les caractéristiques et portant les droits et obligations indiqués dans le Mémoire de Placement Privé et les présents Statuts;
Actionnaire de Classe B	signifie le Véhicule de Carried Interest;
Actions de Classe C	signifie les actions de classe C ayant les caractéristiques et portant les droits et obligations indiqués dans le Mémoire de Placement Privé et les présents Statuts;
Actionnaire de Classe C	signifie le Gérant;
Actions de Classe D	signifie les actions de classe D ayant les caractéristiques et portant les droits et obligations indiqués dans le Mémoire de Placement Privé et les présents Statuts;
Actionnaire de Classe D	signifie toute Personne détenant des Actions de Classe D;
Engagement	signifie le montant maximal qu'un Investisseur a convenu de contribuer ou a contribué à la Société par voie de souscription d'Actions, conformément aux termes et conditions établis dans le Contrat de Souscription passé par cet Investisseur;
Société	signifie 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR, une société en commandite par actions, organisée en tant que société d'investissement en capital à risque ou SICAR;
Loi sur les Sociétés	signifie la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;
CSSF	signifie la Commission de Surveillance du Secteur Financier, l'autorité luxembourgeoise de contrôle du secteur financier;
Dépositaire	signifie l'institution bancaire au sens de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée, nommée par le Gérant pour agir en tant que dépositaire de la Société, conformément aux lois et règlements luxembourgeois;
Contrat de Dépôt	signifie le contrat de dépôt et d'agent payeur conclu entre la Société et le Dépositaire, tel que pouvant être modifié de temps à autre;
Date de Défaillance	signifie la date à laquelle un Actionnaire est réputé être un Investisseur Défaillant;
Intérêt de Défaut	signifie EURIBOR 3 mois augmenté de 5%;
Prix de Rachat par Défaut	signifie les Engagements appelés d'un Actionnaire diminué de 20 % du montant;
Actionnaire Défaillant	signifie un actionnaire défaillant au sens de l'article 11.1;
Espèces Distribuables	signifie les bénéfices nets qui sont, conformément à la Loi, disponibles pour une distribution, comprenant les montants alloués aux Comptes de Prime d'Emission et les réserves distribuables, conformément à la Loi et aux présents Statuts;
Notice de Retrait	signifie la notice écrite délivrée par le Gérant et qui détermine les tranches et les dates des Engagements des Actionnaires devant être avancés;
Ajustement d'Egalisation	signifie l'ajustement d'égalisation tel que défini par l'Article 10.3;
Date Finale de Souscription	signifie la date à laquelle la Société cesse d'accepter des Engagements, qui ne peut, sauf décision contraire du Gérant, être plus de dix-huit (18) mois à compter de la Date de Première Clôture;

Première Clôture	signifie la première clôture de la Société à la Date de Première Clôture. Elle doit avoir lieu à la discrétion du Gérant et au plus tard 6 mois après le début de la Période d'Offre;
Date de Première Clôture	signifie la première date déterminée par le Gérant à laquelle des Actions de toutes Classes seront émises;
Assemblée Générale	signifie une assemblée générale des Actionnaires de la Société;
Investissement	signifie tout investissement fait par la Société incluant notamment (i) tout investissement additionnel, (ii) le refinancement d'un ou plusieurs investissements et (iii) tout investissement réalisé avec un tiers par le biais d'une société commune;
Période d'Investissement	signifie la période commençant à la Date de la Première Clôture et se terminant au troisième anniversaire de la Date de Souscription Finale. Cette période peut, par décision du Gérant, être prolongée d'une année;
Investisseur	signifie tout Investisseur Averti qui a pris un Engagement de souscrire ou a souscrit des Actions;
Loi	signifie conjointement la Loi sur les Sociétés et la Loi SICAR
Lux GAAP	signifie les principes comptables généralement acceptés à Luxembourg;
Honoraires de Gestion	signifie les honoraires de gestion tels que prévus par le Mémoire de Placement Privé;
Action du Gérant	signifie l'action d'associé commandité ne donnant pas droit aux bénéfices, qui est souscrite par le Gérant;
Gérant	signifie 4rae Renewable and Alternative Energy S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social au 22, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg;
Prix de Rachat Obligatoire	la VNI par Action diminuée des frais de rachat de vingt (20) pour cent;
Valeur Nette d'Inventaire ou VNI	signifie la valeur nette d'inventaire de la Société ou d'une Action, telle qu'applicable de temps à autre et, déterminée conformément au Mémoire de Placement Privé et aux présents Statuts;
Période d'Offre	signifie la période commençant le 5 mars 2009 et se terminant à la Date de Souscription Finale;
Personne	signifie toute entreprise, société, fiducie, association, immeuble, association sans personnalité morale ou toute autre personne, y compris une personne physique;
Documents de Placement	signifie le Mémoire de Placement Privé et les présents Statuts;
Documents Principaux de la Société	signifie collectivement: le Mémoire de Placement Privé; les présents Statuts; les Conventions de Souscription; le Convention d'Agent Administratif; le Contrat de Dépôt; et les rapports émis par la Société de temps à autre;
Mémoire de Placement Privé	signifie le mémoire de placement privé préparé et émis par la Société, tel que modifié de temps à autre;
Actionnaire Interdit	signifie un Actionnaire qui est soumis à l'une des circonstances visées par l'article 9.4 (Rachat Obligatoire d'Actions) du Mémoire de Placement Privé;
Date de Rachat	signifie la date à laquelle les Actions sont rachetées;
Prix de Rachat	signifie la VNI par Action;
Agent de Registre et de Transfert	signifie la Personne nommée par le Gérant conformément aux lois et règlements luxembourgeois, pour agir en tant qu'agent de registre et de transfert de la Société;
Actionnaire	signifie toute Personne qui détient des Actions;
Compte de Prime d'Emission	signifie le compte prime d'émission de la Société;
Actions	signifie, à moins que le contexte ne requière une autre définition, collectivement l'Action du Gérant, les Actions de Classe A, les Actions de Classe B, les Actions de Classe C et les Actions de Classe D;
Loi SICAR	signifie la loi luxembourgeoise du 15 juin 2004 sur les sociétés d'investissement en capital à risque, telle que modifiée de temps à autre;

Convention de Souscription	signifie la convention de souscription conclue par le Gérant et un Investisseur établissant: (a) les droits et obligations de cet Investisseur relatifs à sa souscription d'Actions; (b) l'acceptation des Documents de Placement; et (c) les déclarations et garanties données par cet Investisseur en faveur de la Société;
Souscription Subséquente	signifie toute souscription d'Actions postérieure à la Première Clôture;
Engagement Non-Appelé	signifie le montant des Engagements d'un Actionnaire qui, à un moment déterminé, reste disponible pour être appelé;
Jour d'évaluation	signifie le jour auquel la VNI est calculée, ce qui sera fait au moins une fois par an, ainsi qu'à tout autre date que le Gérant déterminera comme étant nécessaire pour le calcul de la VNI de la Société ou d'une Action; et
Investisseur Averti	signifie tout investisseur institutionnel, professionnel ou tout autre investisseur qui a confirmé par écrit qu'il adhère aux statuts de l'investisseur averti et qui (i) investit un minimum de 125.000 EUR dans la Société ou (ii) a obtenu une appréciation faite par une institution de crédit au sens de la Directive 2006/48/EC; une société d'investissement au sens de la directive 2004/39/EC; ou une société de gestion au sens de la Directive 2001/107/EC, certifiant son expertise, son expérience et ses connaissances dans l'évaluation correcte des investissements de capital à risque.

II. Nom - Siège social - Objet - durée

Art. 2. Nom. Il est établi par la présente entre 4rae Renewable and Alternative Energy S. à r.l., l'associé commandité qui est également le gérant de la Société (le Gérant), et les associés commanditaires (ensemble avec le Gérant, les Actionnaires) une société en commandite par actions organisée comme une société d'investissement en capital à risque sous la dénomination 4rae Renewable and Alternative Energy Investments S.C.A. SICAR, qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et, en particulier, par la Loi sur les Sociétés et la Loi SICAR ainsi que par les présents Statuts.

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Des succursales ou autres bureaux peuvent être créés tant au Luxembourg qu'à l'étranger par simple décision du Gérant. Il peut être transféré dans la commune par décision du Gérant. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des Actionnaires, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

3.2 Lorsque le Gérant estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social se sont produits ou sont imminents et sont de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires; une telle mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, malgré le transfert provisoire de son siège social restera une société luxembourgeoise.

Art. 4. Objet.

4.1 L'objet de la Société est de placer ses fonds en valeurs représentatives de capital à risque, dans le sens le plus large de la Loi SICAR, de la Circulaire 06/241 et du Mémoire de Placement Privé de manière à ce que ses Actionnaires bénéficient, en contrepartie du risque qu'ils encourent, des résultats de la gestion de ses actifs. A cette fin, la Société peut exécuter toutes transactions, y compris des investissements directs ou indirects en capital ou à des investissements en capital, découlant directement ou indirectement du lancement et/ou développement d'entités, pour autant que se soit en conformité avec l'article 1 de la Loi SICAR.

4.2 La Société pourra également conclure toute transaction considérée comme nécessaire au développement, à l'administration, à la gestion et au contrôle de ses participations. A cet effet, la Société pourra se procurer des fonds en empruntant à des sociétés affiliées et/ou tierces parties prêteuses et opérateurs sur les marchés de capitaux, en contractant des prêts et des contrats de financement, en émettant des obligations ou autres instruments de dette ou de capitaux (convertibles ou non), à la fois dans des placements publics ou privés, sous forme nominative et sous n'importe quelle dénomination et payable en n'importe quelle devise, sous réserve des limitations établies par le Mémoire de Placement Privé. Elle peut aussi entrer dans des transactions de couverture de risque et acheter/vendre des produits dérivés destinés à la couverture de l'exposition du risque de son taux de change et de son taux d'intérêt.

4.3 La Société pourra, en particulier, utiliser ses fonds, qu'ils soient empruntés ou non, pour la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise et pour accorder à des sociétés dans lesquelles la Société détient des participations directes ou indirectes, et/ou à tout affilié du groupe dont la Société est membre et/ou à toute société mère de la Société, toute assistance financière, subventions, prêts, crédits, sûretés et garanties. La Société peut aussi

souscrire à toute forme de sûreté émise par chacune des sociétés visées ou Affiliées pour servir, dans les limites établies par la Loi, les objets établis dans le présent article 4.

4.4 La Société peut, en outre, dans les limites permises par la Loi SICAR, prendre toutes mesures et effectuer toute opération ou transaction, considérées comme utiles dans le cadre du développement et de l'accomplissement de son objet social.

Art. 5. Durée.

5.1 La Société prendra fin au septième anniversaire de la Date de Première Clôture, sous réserve de deux prolongations successives d'un an chacune pouvant être décidée par le Gérant.

5.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, avant son terme par décision de l'Assemblée Générale prise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts.

5.3 La Société ne sera pas dissoute par suite de démission, dissolution, faillite, insolvabilité ou incapacité légale du Gérant. L'assemblée des Actionnaires peut nommer un gérant intérimaire, qui ne doit pas nécessairement être Actionnaire, sous réserve de l'accord préalable de la CSSF.

5.4 Le gérant intérimaire adoptera les mesures urgentes ainsi que celles relevant de la gestion ordinaire et ce, jusqu'à la tenue d'une Assemblée Générale qui devra se prononcer sur le continuation ou non de la Société et, en cas de décision favorable à la continuation des activités de la Société, sur la nomination d'un gérant remplaçant. Le gérant intérimaire convoquera, dans les quinze jours suivant sa nomination, une Assemblée Générale et ce, conformément aux procédures établies à l'Article 20 des présents Statuts.

5.5 Le gérant intérimaire sera uniquement responsable de l'accomplissement de son mandat.

III. Capital - Actions

Art. 6. Capital.

6.1 La Société a un capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000), représenté par trente mille (30.000) Actions de Classe A ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, intégralement libérées et une (1) Action du Gérant ayant une valeur nominale de mille euro (EUR 1.000), intégralement libérée. Le capital social de la Société peut également être représenté par des Actions de Classe B, des Actions de Classe C et des Actions de Classe D.

6.2 La Société a un Capital Social Autorisé de trois millions d'euro (EUR 3.000.000) consistant en une (1) Action du Gérant ayant une valeur nominale de mille euro (EUR 1.000) devant être souscrite par le Gérant et, pour le reste, divisé entre les Classes d'Actions additionnelles suivantes:

(i) Actions de Classe A, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et devant être offerte aux Investisseurs Avertis;

(ii) Actions de Classe B, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et devant être offerte au Véhicule de Carried Interest;

(iii) Actions de Classe C, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et devant être offerte au Gérant; et

(iv) Actions de Classe D, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et devant être offerte aux membres du 4rae Investment Team tels que listés au Chapitre VII du Mémoire de Placement Privé et à tout Investisseur Averti sélectionné par le Gérant.

6.3 Le capital souscrit de la Société, augmenté de la prime d'émission, et qui devra être atteint dans un délai de douze (12) mois à compter du jour où la Société sera agréée en tant que société d'investissement en capital à risque ou SICAR aux termes de la Loi SICAR, sera d'un million d'euro (EUR 1.000.000.-).

Art. 7. Classe d'actions - Enregistrement.

7.1 Sous réserve des droits, obligations, termes et conditions particuliers liés à une Classe particulière, chaque Action donne droit à un intérêt indivisé égal dans la Société et toutes les Actions d'une même Classe ont un rang égal.

7.2 Les Actions seront émises jusqu'à la troisième décimale d'une Action. Ces Actions fractionnées ne seront conféreront pas de droit de vote mais donneront droit à une participation aux résultats nets ainsi qu'aux revenus de liquidation attribuables à l'action fractionnée sur une base proportionnelle.

7.3 La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par Action; au cas où une Action est détenue par plus d'une personne, la Société est en droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Action jusqu'à ce qu'une personne soit nommée ou désignée par les détenteurs conjoints comme seul propriétaire.

7.4 Les Actions de la Société sont et resteront nominatives. Les Actions ne sont pas certifiées mais un certificat d'inscription nominative, témoignant de l'inscription de l'Actionnaire dans le registre des actions de la Société ainsi que du nombre d'Actions détenues par lui/elle, sera émis par la Société à la demande et au coût de l'Actionnaire.

7.5 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société. Ce registre renseignera le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou domicile élu, le nombre d'Actions qu'il détient, les montants versés pour chaque Action, les transferts d'Actions ainsi que les dates de tels transferts.

7.6 Les Actionnaires doivent indiquer à la Société l'adresse à laquelle toutes les notifications concernant la Société devront être envoyées. Cette adresse devra être indiquée dans le registre des actions. Au cas où un Actionnaire ne fournit pas une adresse de contact, la Société émettra une notification à cet égard devant être inscrite dans le registre des actions

et, l'adresse de l'Actionnaire sera présumée être au siège social de la Société, ou à tout autre adresse inscrite par la Société, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par l'Actionnaire. Un Actionnaires peut, à tout moment, changer l'adresse indiquée dans le registre par voie de notification écrite envoyée au siège social de la Société ou à toute autre adresse indiquée par la Société. Les Actionnaires peuvent également fournir une adresse électronique à la Société, à laquelle une copie des notifications de la Société sera envoyée simultanément à l'envoi de la notification originale à l'adresse de l'Actionnaire telle qu'enregistrée dans le registre des actions.

Art. 8. Émission et Souscription d'actions.

8.1 Le Gérant est autorisé à émettre des Actions jusqu'au cinquième anniversaire de la publication des Statuts au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Cette période peut être prolongée, par l'Assemblée Générale, afin d'augmenter le total du capital social libéré de la Société jusqu'à un montant égal au Capital Social Autorisé pouvant être, si le Gérant le juge approprié, augmenté en une ou plusieurs fois par une prime d'émission d'un montant total de huit cents millions d'euro (EUR 800.000.000). Aucun droit préférentiel de souscription ne sera réservé aux Actionnaires existants sur les Actions à émettre. Chaque fois que le Gérant procédera à une telle augmentation de capital, les présents Statuts seront modifiés afin de refléter l'augmentation de capital.

8.2 Les Investisseurs peuvent s'engager à souscrire des Actions au cours de la Période d'Offre. Celle-ci prendra fin, sauf décision contraire du Gérant, au plus tard dix-huit (18) mois après la Date de Première Clôture.

8.3 Les Actions seront émises à un montant égal à la valeur nominale d'un euro (EUR 1) par Action augmenté, si cela est applicable, d'une prime d'émission et de l'Ajustement d'Egalisation tel que prévu à l'Article 10.3.

8.4 La prime d'émission payée pour les Actions sera, le cas échéant, affectée à un compte de prime d'émission distinct dans les livres de la Société (le Compte de Prime d'Emission). Le solde du Compte de Prime d'Emission sera disponible pour une distribution aux Actionnaires conformément à l'Article 25.

8.5 Un dixième du capital social libéré de la Société sera émis sous forme d'Actions de Classe B qui seront exclusivement détenues par le Véhicule de Carried Interest.

8.6 Un dixième du capital social libéré de la Société sera émis sous forme d'Actions de Classe C qui seront exclusivement détenues par le Gérant.

8.7 Pas plus d'un dixième du capital social libéré de la Société ne sera émis sous forme d'Actions de Classe D.

8.8 Chaque Investisseur potentiel signera un Contrat de Souscription, contenant, entre autres, son engagement à souscrire des Actions et à les libérer intégralement par un apport en numéraire ou, sous réserve d'acceptation par le Gérant, par un apport en nature. Ce Contrat de Souscription sera, dès son approbation, signé par le Gérant.

8.9 L'Engagement minimum est de quinze millions d'euro (EUR 15.000.000) par Investisseur si cet Investisseur est un investisseur institutionnel et, de dix millions d'euro (EUR 10.000.000) si cet investisseur est un particulier. Le Gérant peut, à sa libre appréciation, accepter des Engagements inférieurs aux montants minimums indiqués, à condition cependant que l'Engagement minimum par Investisseur ne soit jamais inférieur à cent vingt-cinq mille euro (EUR 125.000) sauf en ce qui concerne le Gérant, tout administrateur ou toute autre personne impliquée dans la gestion de la Société, pour qui l'Engagement peut être inférieur à cent vingt-cinq mille euro (EUR 125.000).

8.10 Les Actions peuvent uniquement être souscrites par des Investisseurs Avertis au sens de l'article 2 de la loi SICAR et tels que définis dans les présents Statuts. Cette restriction ne s'applique ni au Gérant, ni à tout autre administrateur ou à toute autre personne impliquée dans la gestion de la Société.

8.11 Aucun droit de souscription préférentiel ne s'appliquera, sauf disposition contraire des présents Statuts ou du Mémorandum de Placement Privé.

8.12 Le Gérant peut accepter d'émettre des Actions en contrepartie d'un apport en nature de titres ou d'autres éléments d'actifs, pour autant que cet apport en nature ne porte pas préjudice aux autres Actionnaires et que ces titres ou autres éléments d'actifs soient conformes à l'objectif et la stratégie d'investissement de la Société ainsi qu'à la loi SICAR et aux conditions établies par la loi luxembourgeoise. L'obligation de faire établir, par un réviseur d'entreprises indépendant, un rapport concernant l'apport en nature devra notamment être respectée. Les coûts y afférents incomberont à l'Investisseur concerné.

Art. 9. Retraits.

9.1 Le Gérant peut appeler des Engagements Non-Appelés d'Actionnaires de façon proportionnelle aux Engagements de ces Actionnaires (sauf décision contraire du Gérant) et ce jusqu'à hauteur de leurs Engagements respectifs, de la manière que le Gérant considère comme nécessaire à la Société pour réaliser des Investissements et payer les frais de la Société et pour autant qu'une notification écrite ait été envoyée au moins quinze (15) Jours Ouvrables la demande en question.

9.2 Aucune Notice de Retrait relative au paiement par l'Actionnaire destinataire d'un montant exprimé en Devise de Référence ne peut être supérieur à ces Engagements Non-Appelés. Chaque Notice de Retrait mentionnera l'Apport au Capital exigé, la date à laquelle ledit retrait est exigible, le compte bancaire sur lequel ce paiement doit être effectué et les autres termes et conditions tels que, sous réserve des clauses de confidentialité, les détails récapitulatifs de tout Investissement proposé.

9.3 Après l'échéance de la Période d'Investissement, tous les Investisseurs seront libérés de toute obligation complémentaire relative à leurs Engagements Non-Appelés, sauf pour (i) payer des obligations courantes, des charges d'exploitation, et des dettes de la Société (y compris les honoraires dus au Gérant ou à tout Affilié du Gérant), (ii) terminer des Investissements en cours à la fin de la Période d'Investissement et (iii) faire un suivi des Investissements dans les sociétés existantes dans le portefeuille pour un montant total s'élevant au maximum à 20% des Engagements totaux.

Art. 10. Investisseurs participant aux souscriptions subséquentes.

10.1 Le Gérant peut admettre de nouveaux Investisseurs ou permettre aux Investisseurs existants d'augmenter leur Engagement après la Date de Première Clôture jusqu'à la fin de la Période d'Offre (chacune une Souscription Subséquente).

10.2 Les Actionnaires de Classe A admis dans la Société ou les Actionnaires de Classe A existants qui augmentent leur Engagement, à une Souscription Subséquente (les Actionnaires Additionnels de Classe A) seront traités comme s'ils avaient été admis, ou comme si l'augmentation avait été incluse dans leur Engagement respectif à la Première Clôture.

10.3 Un Actionnaire Additionnel de Classe A participera à tous les Investissements effectués, ainsi qu'aux honoraires et dépenses encourus avant son admission dans la Société, de manière proportionnelle aux Actionnaires de Classe A existants (à moins qu'un changement matériel ou un événement significatif concernant un Investissement auquel cet Investisseur doit participer puisse justifier une évaluation différente de la part du Gérant) en apportant le montant suivant (l'Ajustement d'Egalisation)

(a) sa quote-part de tous les Engagements Appelés par les Actionnaires de Classe A (y compris un montant égal à la Participation au Bénéfice Prioritaire ainsi qu'un montant égal aux Honoraires de Gestion exigibles en vertu de son Engagement (augmenté)), telle que déterminée par le Gérant, comme s'il avait été admis, ou comme si l'augmentation avait été incluse dans leur Engagement respectif à la Première Clôture; et

(b) des frais d'entrée tardive équivalent à EURIBOR 12-mois majoré de 2% par an sur le montant à apporter par un Actionnaire Additionnel de Classe A tel que visé au point (a), à partir de la Date de Première Clôture ou de la date à laquelle tout Apport en Capital a été fait jusqu'à, le cas échéant, la date de la Souscription Subséquente; diminués

(c) d'un montant égal à la quote-part de l'Actionnaire Additionnel de Classe A dans toute distribution effectuée par la Société avant la Souscription Subséquente.

10.4 Le montant à apporter par un Actionnaire Additionnel de Classe A, tel que visé à l'article 10.3 (a), sera remboursé, soit suite au rachat du nombre approprié d'Actions de Classe A ou suite à un remboursement proportionnel de la prime d'émission apportée par cet Actionnaire de Classe A ou encore par une combinaison des deux mécanismes de remboursement exposés précédemment suivant ce que le Gérant considérera comme approprié, aux Actionnaires de Classe A admis avant la Souscription Subséquente et (à l'exclusion de l'intérêt) sera ajouté à leurs Engagements respectifs, de sorte que les engagements Non-Appelés de tous les Actionnaires de Classe A, y compris les Actionnaires Additionnel de Classe A, contiennent une proportion identique d'Engagements Non-Appelés. Le Gérant est autorisé, par les Actionnaires, et a pleine autorité pour racheter le nombre approprié d'Actions de Classe A et/ou rembourser une partie de la prime d'émission dans le cadre de l'Ajustement d'Egalisation ainsi que pour signer tous les documents et actes en relation avec la réduction du capital social et/ou le remboursement de la prime d'émission applicables.

10.5 Le montant à apporter par un Actionnaire Supplémentaire de Classe A, tel que visé à l'article 10.3 (b), sera remboursé aux Actionnaires de Classe A admis avant la Souscription Subséquente de façon proportionnelle au montant payé aux Actionnaires de Classe A existants en vertu de la phrase précédente et ne peut pas être, à nouveau, appelé par la Société.

Art. 11. Actionnaire défaillant.

11.1 Si un Actionnaire, ce qui inclut pour les besoins du présent article un Investisseur qui est entré dans une Convention de Souscription sans avoir encore obtenu les Actions, ne parvient pas à:

(a) avancer à la Société les montants qui font l'objet d'une Notice de Retrait à ou avant la date d'échéance de la Notice de Retrait; et

(b) remédier à un tel défaut et à payer les Intérêts de Défaut à la Société sur les sommes dues pour la période allant de la date d'échéance de la Notice de Retrait jusqu'à la date de paiement, ou avant l'expiration des quinze (15) Jours Ouvrables suivant la date d'échéance de la Notice de Retrait;

alors l'Actionnaire est un actionnaire défaillant (un Actionnaire Défaillant), et:

(i) les Intérêts de Défaut vont continuer à s'accroître; et

(ii) sans préjudice d'autres droits que pourraient avoir le Gérant, le Gérant aura le droit (mais non l'obligation) de faire usage d'une ou de plusieurs des possibilités suivantes:

(a) que l'Engagement Non-Appelé de l'Actionnaire Défaillant soit annulé et que les droits de l'Actionnaire Défaillant soient en conséquence limités à ceux acceptés par le Gérant. L'Actionnaire Défaillant cessera, à tous points de vue, d'être un Actionnaire à dater du moment où l'Engagement Non-Appelé de l'Actionnaire Défaillant est annulé, comme décrit ci-avant; et/ou

(b) racheter les Actions de l'Actionnaire Défaillant au Prix de Rachat qui sera calculé à la Date de Défaut, après déduction de l'ensemble des honoraires et frais exposés suite au défaut et qui seront déterminés par le seul Gérant. Le

Prix de Rachat par Défaut, diminué des honoraires et des frais sera payable à l'Actionnaire Défaillant avec les espèces restantes après que les Actionnaires aient reçu remboursement de l'ensemble de leurs Engagements appelés ainsi que leur retour préférentiel; et/ou

(c) organiser la vente et le transfert des Actions de l'Actionnaire Défaillant au Prix de Rachat par Défaut, diminué des honoraires et des frais calculé à la Date du Défaut. Le prix de Rachat par Défaut, diminué des honoraires et des frais, sera payable à l'Actionnaire Défaillant par l'acquéreur des Actions, lors de la vente et le transfert des Actions pour lesquelles le cessionnaire paiera à la Société un montant égal à l'ensemble des honoraires et frais exposés suite au défaut, tels que définis par le Gérant. Le Gérant remplira les fonctions d'agent pour la vente et le transfert des Actions de l'Actionnaire Défaillant (avec ou sans Engagement Non-Appelé de l'Actionnaire Défaillant, à la discrétion du Gérant) et chaque Actionnaire accepte de mandater le Gérant comme mandataire pour l'exécution de tout document requis pour la vente ou le transfert dans l'hypothèse où il deviendrait un Actionnaire Défaillant. De même, il s'engage à ratifier les actes que le Gérant ferait légalement en vertu de ce mandat et l'indemniser contre toute plainte, frais et débours que ce dernier aurait à subir. Le Gérant déterminera, de façon totalement discrétionnaire, les étapes et délais de la procédure de vente, y compris la sélection des acheteurs potentiels; et/ou

(d) prendre toute action que le Gérant estime nécessaire pour faire exécuter les obligations de l'Actionnaire Défaillant, le faire payer toute sommes dues, tels que l'Engagement existant, l'Intérêt de Défaut et la récupération des sommes dues en vertu de la Convention de Souscription conclue par l'Actionnaire Défaillant (y compris le dédommagement pour les pertes subies).

Au cas où le Prix de Rachat par Défaut par Action, calculé en divisant le Prix de Rachat par Défaut par le nombre d'Actions détenues par l'Actionnaire Défaillant, s'avère être supérieur à la VNI par Action, le Prix de Rachat par Défaut sera alors égal à la VNI par Action diminuée de 20%. Au cas où la VNI est négative ou égale à zéro, le Prix de Rachat sera aussi égal à zéro.

Art. 12. Transfert d'actions.

12.1 Les Actionnaires ne peuvent vendre, transférer ou mettre en gage leurs Actions de la Société sans l'accord préalable du Gérant. Aucun accord n'est cependant requis pour les transferts d'Actions aux Affiliés, lorsque:

(i) le cessionnaire est un Investisseur Averti; et

(ii) l'Actionnaire cédant reste, avec le cessionnaire, conjointement et solidairement responsable de toutes les obligations restant dues en vertu des Documents de Placement pour la période antérieure au transfert des Actions au cessionnaire (y compris l'obligation de payer tout solde restant de son Engagement conformément à tout appel fait préalablement par le Gérant).

Le condition visée par le point (i) ci-dessus ne s'applique ni au Gérant, ni à tout administrateur ou toute autre personne impliquée dans la gestion de la Société.

12.2 L'Action du Gérant ne peut être transférée qu'en cas de remplacement du Gérant fait conformément aux présents Statuts.

12.3 Tout transfert d'Action à une Personne qui ne peut être qualifiée d'Investisseur Averti ne sera pas valable vis-à-vis de la Société et la Société n'acceptera pas, en conséquence, de l'enregistrer dans le registre des actions.

12.4 Le transfert sera uniquement établi par la délivrance au Gérant d'un instrument de transfert respectant les formes prescrites. Il sera requis du cessionnaire qu'il remplisse une Convention de Souscription suivant laquelle il accepte de reprendre les Engagements souscrits par le cédant .

Art. 13. Rachat d'actions.

13.1 Les Actions de la Société ne seront pas rachetables à la demande d'un quelconque Actionnaire. Les Actions seront uniquement rachetables lorsque le Gérant considère que le rachat est dans le meilleur intérêt de la Société et pour autant que (i) la VNI par Action soit positive et (ii) qu'il existe, conformément à la Loi SICAR, une disponibilité suffisante d'espèces permettant de satisfaire à la demande de rachat.

13.2 Lorsque le Gérant aura décidé d'un rachat d'Action, le rachat se fera au montant et selon les termes spécifiés par le Gérant dans une notification qui sera remise aux Actionnaires, le tout conformément aux limitations imposées par la Loi et les présents Statuts. Cette notification spécifiera le nombre d'Actions à racheter, le Prix de Rachat et la Date de Rachat.

13.3 Les Actions seront, sauf disposition contraire du Gérant, rachetées sur une base proportionnelle au nombre d'Actions détenues par chaque Actionnaire.

13.4 Le Paiement du Prix de Rachat sera établi par la Société sur le compte bancaire spécifié par l'Actionnaire concerné dans le délai déterminé par le Gérant, ce délai ne pouvant toutefois excéder dix (10) Jours Ouvrables à compter de la Date de Rachat, à condition que les certificats d'Actions (le cas échéant) et les autres documents liés au rachat des Actions aient été reçus par la Société.

13.5 Les Actions peuvent, à la discrétion du Gérant, être rachetées de manière obligatoire:

(a) si la participation continue d'un Actionnaire était de nature à provoquer la violation par la Société ou le Gérant d'une disposition légale ou réglementaire ou occasionnait des désavantages fiscaux, économiques ou autres à la Société,

au Gérant ou à tout Actionnaire (autre que l'Actionnaire des Actions devant être rachetées) qu'ils n'auraient pas subi si une telle Personne n'avait pas été Actionnaire;

(b) si un Actionnaire n'est plus ou ne peut plus être considéré comme un Investisseur Averti;

(c) si un Actionnaire a violé une disposition des Documents de Placement; et

(d) dans toutes les circonstances où le Gérant considère, sur conseil de son conseil juridique, que la participation de l'Actionnaire serait de nature à occasionner des préjudices matériels aux intérêts de la Société, du Gérant et/ou de tout autre Actionnaire.

Tout Actionnaire sujet à l'une des circonstances visées aux points (a) à (d) ci-dessus sera un Actionnaire Interdit. Le Gérant pourra racheter les Actions d'un tel Actionnaire Interdit à un prix de rachat égal à la VNI par Action diminuée de charge de rachat de vingt (20) pour cent (le Prix de Rachat Obligatoire), devant être payé à l'Actionnaire Interdit avec les espèces restantes après que les Actionnaires aient reçus remboursement de l'ensemble de leur Engagement appelé ainsi que leur retour préférentiel. En outre, dans le cas d'un tel rachat obligatoire, le Gérant pourra accorder aux Actionnaires restants (autres que l'Actionnaire Interdit) un droit de rachat proportionnel sur les Actions détenues précédemment par l'Actionnaire Interdit au Prix de Rachat Obligatoire.

Au cas où la VNI par Action est négative ou égale à zéro, le Prix de Rachat Obligatoire sera aussi égal à zéro, à l'exception du cas où l'Actionnaire doit être considéré comme ayant agi de bonne foi, ce qui sera déterminé par le Gérant. Dans un tel cas, le Gérant déterminera le Prix de Rachat Obligatoire en prenant en compte les meilleurs intérêts de l'ensemble des Actionnaires et créanciers de la Société.

13.6 Dès après la Date de Rachat, l'Actionnaire concerné cessera d'être le propriétaire des Actions visées par la notification et son nom sera rayé du registre des actions. Il cessera également d'avoir des droits en rapport avec les Actions rachetées.

13.7 Les Actions ainsi rachetées peuvent être annulées par la Société dès la Date de Rachat ou conservées comme actions.

Art. 14. Valeur nette d'inventaire.

14.1 La Valeur Nette d'Inventaire de la Société, ou respectivement de chaque Classe d'Actions sera déterminée, par l'Agent Administratif et sous la supervision du Gérant, dans la Devise de Référence lors de chaque Jour d'Évaluation.

14.2 La Valeur Nette d'Inventaire de la Société est égale à la différence entre les actifs bruts de la Société et ses engagements.

14.3 La Valeur Nette d'Inventaire par Actions au Jour d'Évaluation est égale au total de la Valeur Nette d'Inventaire de la Classe d'Actions au Jour d'Évaluation divisé par le nombre total d'Actions de cette Classe émises à la date du Jour d'Évaluation.

14.4 L'Agent Administratif détermine la juste valeur des Investissements en utilisant des règles d'évaluations internationalement reconnues. En particulier, l'Agent Administratif devra prendre en compte les International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEVCVG) publiée par la European Private Equity and Venture Capital Association (l'EVCA), la British Venture Capital Association (la BVCA) et l'Association Française des Investisseurs en Capital (l'AFIC) en mars 2005, telles que modifiées de temps à autre et adoptées depuis lors par de nombreuses associations de capital à risque ainsi que par l'International Limited Partners Association. La méthodologie de l'évaluation juste appliquée par l'Agent Administratif peut varier de l'IPEVCVG. Cela sera notamment le cas si des variations résultant de la nature ou des caractéristiques spécifiques de la Société engendrent une meilleure évaluation de la Valeur Nette d'Inventaire. Les règles d'évaluation adoptées par le Gérant doivent être utilisées de manière cohérente. La valeur juste de chaque Investissement devra être revue lors de chaque Jour d'Évaluation et ajustée ci nécessaire.

14.5 Les actifs de la Société inclueront:

1. toutes les espèces en caisse ou en dépôt, qui peuvent être détenus sur une base accessoire ou temporaire, y compris les intérêts courus;

2. toutes les factures, billets à ordre et créances (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été encaissé), qui peuvent être détenus accessoirement ou temporairement;

3. toutes les obligations, billets à terme, actions valeurs, titres obligataires, droits de souscription, warrants et autres investissements et titres détenus ou contractés par la Société;

4. tous les valeurs, dividendes et distributions à recevoir par la Société dans la mesure où la Société en avait connaissance de manière suffisante;

5. tous les intérêts courus sur toute sureté portant des intérêts étant détenue par la Société, sauf si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;

6. les Actions détenues jusqu'à leur rachat ou vente; et

7. tous les autres actifs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses prépayées.

Pour éviter tout doute:

1. jusqu'à ce qu'ils soient appelés, les Engagements Non-Appelés ne seront pas considérés comme un actif; et

2. les montant distribuables ne seront pas considérés comme un actif à partir de leur date de paiement.

14.6 L'évaluation de ces actifs sera calculée de la manière suivante et, dans tous les cas conformément à l'article 5.3 de la Loi SICAR, en utilisant des méthodes d'évaluation reconnues internationalement:

(a) la valeur de toutes espèces en caisse ou en dépôt, factures, billets à ordre et les créances, les dépenses prépayées, les dividendes et les intérêts échus mais non encore perçus seront représentés par la valeur nominale de ces actifs sauf s'il s'avère peu probable que cette valeur puisse être perçue. Dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en déduisant un certain montant afin de refléter la valeur réelle de ces actifs;

(b) la valeur des valeurs mobilières cotées ou négociées sur un marché réglementé qui fonctionne régulièrement, est reconnu et ouvert au public est basée sur le dernier prix disponible et si cette valeur mobilière est négociée sur plusieurs marchés, sur base du dernier prix disponible sur le marché principal pour cette valeur. Si le dernier prix disponible n'est pas représentatif, la valeur sera estimée sur base de la juste valeur qui sera estimée prudemment et de bonne foi par l'Agent Administratif;

(c) les titres non cotés ou négociés en bourse ou sur un marché réglementé qui fonctionne régulièrement seront évalués sur base de leur juste valeur qui sera estimée prudemment et de bonne foi par l'Agent Administratif;

(d) tous les investissements, soldes de caisse et autres actifs de la Société non exprimés dans la Devise de Référence seront évalués en prenant en compte le taux de change comptant au Jour de l'Évaluation pour la détermination de la VNI; et

(e) tous les autres actifs seront évalués sur base de leur juste valeur qui sera estimée prudemment et de bonne foi par l'Agent Administratif.

14.7 Le Passif de la Société sera censé inclure:

a) tous les prêts, factures et effets à payer;

b) toutes les dettes connues, présentes et futures, y compris toute obligation contractuelle échue pour des paiements d'argent ou de bien;

c) une provision appropriée pour les impôts futurs basée sur le capital et le revenu au Jour d'Évaluation, tel que déterminé de temps à autre par la Société et, le cas échéant, d'autres réserves autorisées et approuvées par le Gérant;

d) jusqu'à paiement, le prix d'achat des Actions rachetées; et

e) toutes les autres dettes de la Société de quelque nature que ce soit, comme cela est exposé de façon plus détaillée dans les Documents de Placement.

En déterminant le montant de ces dettes, la Société prendra en considération toutes les dépenses de la Société dues et impayées, la Participation au Bénéfice Prioritaire (comme défini dans le Mémoire de Placement Privé) et les Honoraires de Gestion, à compter de la date où ils deviennent dûs et exigibles et ce jusqu'à leur paiement. La Société peut estimer les dépenses administratives et autres dépenses d'une nature régulière ou récurrente sur base de chiffres annuels ou d'autres périodes et pourra toujours augmenter ce chiffre de façon égale sur toute période.

14.8 Tous les règlements et déterminations d'évaluation seront interprétés et appliqués en vertu des Lux GAAP.

14.9 En l'absence de mauvaise foi, de faute lourde ou d'erreur manifeste, toute décision concernant le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire de la Société et par Action prise par le Gérant, l'Agent Administratif ou par n'importe quelle banque, société ou autre organisation que le Gérant peut nommer pour le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, sera finale et engagera la Société et ses Actionnaires.

14.10 Le Gérant peut temporairement suspendre la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire par Action et l'émission et le rachat des Actions:

a) au cours de toute période durant laquelle l'une des bourses principales ou autres marchés sur lesquels une partie substantielle des Investissements de la Société est cotée ou négociée est fermée pour une raison autre que des congés ordinaires, ou pendant lesquelles les transactions sont restreintes ou suspendues, à condition que cette restriction ou suspension ait une incidence sur l'évaluation des Investissements de la Société qui y sont cotés; ou

b) pendant l'existence d'un état des affaires représentant, selon le Gérant, une urgence et en conséquence de quoi les cessions ou l'évaluation des actifs détenus par la Société seraient impossibles; ou

c) pendant toute interruption des moyens de communication normalement utilisés afin de déterminer le prix ou la valeur de l'un des Investissements de la Société ou le prix actuel ou valeurs sur toute bourse des valeurs ou autre marché en ce qui concerne les actifs alloués à la Société; ou

d) lorsque pour une autre raison les prix de tous les Investissements détenus par la Société ne peuvent pas être établis rapidement ou de façon précise; ou

e) au cours de toute période où la Société ne peut pas rapatrier des fonds afin d'effectuer les paiements sur le rachat des Actions ou pendant laquelle tout transfert de fonds impliqués dans la réalisation ou l'acquisition, des Investissements ou paiements dus pour le rachat des Actions ne peut selon le Gérant être effectué aux taux de change normaux.

Une telle suspension sera publiée, le cas échéant, par le Gérant et sera notifiée aux Actionnaires ayant fait une demande pour la souscription et le rachat des Actions pour lesquelles le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire a été suspendu.

14.11 Toute demande de souscription ou de rachat sera irrévocable sauf dans le cas d'une suspension du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, auquel cas les Actionnaires peuvent notifier leur souhait de retirer leur demande. Si aucune

notification n'est reçue par la Société, cette demande sera traitée en date du premier Jour d'Evaluation suivant la fin de la période de suspension.

14.12 Dans des circonstances exceptionnelles pouvant compromettre les intérêts des Actionnaires ou en cas de demandes massives de rachat, le Gérant se réserve le droit de déterminer uniquement l'émission/rachat ou le prix de conversion après avoir exécuté, dès que possible, les ventes nécessaires des titres ou autres éléments d'actif. Dans ce cas, les demandes de souscription, de rachat et de conversion en cours seront traitées sur la base de la Valeur Nette d'Inventaire ainsi calculée.

IV. Gestion - Représentation

Art. 15. Gestion - Représentation.

15.1 La Société sera gérée par le Gérant, qui sera l'associé-gérant-commandité et qui sera donc personnellement, conjointement et solidairement responsable avec la Société pour toutes les responsabilités ne pouvant être couvertes par les actifs de la Société. Les autres Actionnaires doivent s'abstenir d'agir, d'une manière ou dans une capacité autres que celle d'exercer leurs droits en tant qu'Actionnaires lors des Assemblées Générales, et seront responsables jusqu'à concurrence de leurs Engagements faits au bénéfice de la Société, tel qu'indiqué à l'article 22 ci-dessous.

15.2 Le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour exécuter tout acte d'administration et de disposition pris dans l'intérêt de la Société et qui n'est pas expressément réservés par la Loi, le Mémoire de Placement Privé ou par les présents Statuts à l'Assemblée Générale conformément aux objectifs et stratégie d'investissement de la Société.

15.3 Sans préjudice de ce qui précède, le Gérant sera investi des pouvoirs les plus larges pour mettre en oeuvre la stratégie d'investissement de la Société, ainsi que la gestion et l'administration des affaires de la Société et gérer les Investissements au nom et pour compte de la Société en vue d'atteindre la stratégie d'investissement. Le Gérant aura les pleins pouvoirs de décision, d'autorité ainsi que le droit de représenter et de lier la Société.

15.4 Le Gérant peut, de temps à autre, et toujours sous sa responsabilité, nommer des collaborateurs ou agents de la Société nécessaires au fonctionnement et à la gestion de la Société, étant entendu que les Actionnaires ne peuvent agir pour le compte de la Société sans risquer de mettre en cause leur responsabilité limitée. Les personnes nommées ou les agents seront investis des pouvoirs et obligations leur étant conférés par le Gérant.

15.5 Le Gérant peut être révoqué de sa qualité de gérant par une Assemblée Générale représentant une majorité de 75% des votes exprimés ou au moins 50% des droits de votes sont présents ou représentés et ce, sous réserve de l'approbation préalable de la CSSF, lors de la survenance des événements suivants:

(a) toute action du Gérant, ou d'une personne à qui le Gérant a délégué une part des ses prérogatives, a été considérée par un arbitre ou par un tribunal compétent comme constituant une fraude à laquelle il n'a pas été remédié dans les 60 jours de la notification ou de la connaissance par le Gérant; ou

(b) la décision d'un arbitre ou d'un tribunal compétent selon laquelle le Gérant, ou l'une personne à qui le Gérant a délégué une part des ses prérogatives, a/ont délibérément ou par une négligence grave, commis une violation d'une ou plusieurs dispositions des Documents Principaux de la Société, et à laquelle il n'a pas été remédié dans les 60 jours de la notification ou de la connaissance par le Gérant.

Aucun accord du Gérant n'est nécessaire pour une telle décision des Actionnaires.

Le Gérant ne peut pas être révoqué de sa qualité de Gérant de la Société dans d'autres cas que ceux cités ci-avant sauf disposition contraire de la Loi ou des présents Statuts.

15.6 Dès la révocation du Gérant, un nouveau gérant de la Société sera, sous réserve de l'approbation préalable par la CSSF, nommé par les Actionnaires lors d'une Assemblée Générale suivant les conditions établies par l'Article 15.5. Il se substituera au Gérant en tant que gérant de la Société en accomplissant toutes les formalités appropriées ou nécessaires et en assumant les obligations du Gérant en tant que gérant de la Société.

Art. 16. Signature autorisée. La Société sera liée envers les tiers par la signature du Gérant ou par la signature individuelle ou conjointe de toute Personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Gérant. Aucun autre Actionnaire ne représente la Société envers les tiers.

Art. 17. Conflit d'intérêt. Tout type de conflit d'intérêt sera porté à la connaissance du Gérant. La Société entrera dans toute transaction en respectant les conditions normales de marché.

Art. 18. Indemnisation. La Société indemnifiera le Gérant et ses agents respectifs, administrateurs, employés, associés, membres, actionnaires et préposés, le Dépositaire, l'Agent d'Administration et l'Agent de Registre et Transfert ainsi que tout membre des comités de la Société contre les actions, responsabilités, dommages, coûts et frais (y inclus les frais juridiques) supportés par eux en raison de leurs activités pour le compte de et/ou de leurs fonctions auprès de la Société pour autant que cette indemnité ne s'applique pas en cas de fraude, de faute lourde ou d'infraction pénale.

V. Assemblée générale

Art. 19. Pouvoirs et Droit de vote.

19.1 Les décisions des Actionnaires sont prises par des résolutions adoptées en Assemblées Générales tenues à l'heure et au lieu indiqués par la convocation à la réunion. Chaque Action donne droit à une voix. Chaque Assemblée Générale

représentera le corps entier des Actionnaires de la Société. Les résolutions adoptées en Assemblées Générales engageront tous les Actionnaires. Chaque Actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale en personne ou par procuration, par téléconférence ou visioconférence (à condition que cette participation leur permette de s'identifier). Ces moyens de communication devront satisfaire les caractéristiques techniques qui assurent une participation effective à l'Assemblée Générale et dont les délibérations seront en ligne et sans interruption. Les Actionnaires qui participent par le biais de ces moyens de communication seront considérés comme présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

19.2 Les Assemblées Générales sont convoquées et présidées par le Gérant. Le Gérant peut convoquer des Assemblées Générales aussi souvent que nécessaire ou lorsque des Actionnaires détenant au moins 10% du capital émis de la Société en font la demande. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

19.3 Le Gérant peut déterminer toute autre condition devant être remplie par les Actionnaires pour qu'ils participent à toute Assemblée Générale. Tout Actionnaire peut agir à toute Assemblée Générale en nommant par écrit ou par fax une autre personne, Actionnaire ou non, comme son mandataire. Les Actionnaires peuvent également participer à toute Assemblée Générale en votant par correspondance. Le vote par correspondance sera effectué sur la base d'un bulletin de vote préparé par le Gérant indiquant les points exacts de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale chaque fois suivie d'une case "oui" ou "non". Les bulletins de vote blancs seront nuls et non avenus. Pour le calcul du quorum seuls les bulletins de vote reçus par la Société trois jours ouvrables avant l'Assemblée Générale seront pris en compte.

19.4 Sauf disposition contraire dans le Mémoire de Placement Privé, les présents Statuts ou la Loi sur les Sociétés, les résolutions des Actionnaires sont adoptées comme suit:

a) en Assemblées Générales, les résolutions sont valablement adoptées par le vote des Actionnaires représentant une majorité simple des Actions présentes ou représentées à cette Assemblée Générale valablement convoquée et atteignant le quorum conformément aux présents Statuts et à la Loi sur les Sociétés.

b) les résolutions des Actionnaires en vue de modifier les Statuts exigent un vote des Actionnaires représentant au moins les deux-tiers des voix exprimées et, si ces résolutions doivent être passées en Assemblée Générale, l'ordre du jour doit indiquer les modifications proposées à ces Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications qui concernent l'objet social ou la forme juridique de la Société. Une Assemblée Générale ne délibérera pas valablement sur une modification des Statuts à moins qu'un quorum d'au moins la moitié du capital social ne soit présent ou représenté (pour éviter tout doute, y compris les bulletins de votes). Si cette condition n'est pas remplie, une deuxième assemblée peut être convoquée par le Gérant par lettre recommandée envoyée deux fois à quinze jours d'intervalle au moins et la deuxième fois envoyée au moins quinze jours avant l'assemblée. Cet avis de convocation reproduira l'ordre du jour et indiquera la date et le résultat de la précédente Assemblée Générale. La deuxième Assemblée Générale délibérera valablement sans tenir compte de la proportion du capital représenté.

c) les résolutions des Actionnaires relative au changement de nationalité de la Société exigent le vote unanime de tous les Actionnaires.

d) sauf disposition contraire contenue par les présents Statuts ou par le Mémoire de Placement Privé, le consentement du Gérant est exigé pour toute résolution des Actionnaires afin qu'elles soient valablement adoptées.

19.5 Les résolutions relatives à l'abandon par la Société du statut de "société d'investissement à capital à risque" et visant à ne plus être soumise à la Loi SICAR exigent le vote unanime de tous les Actionnaires.

Art. 20. Assemblées des actionnaires.

20.1 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires sera tenue, conformément à la loi luxembourgeoise, le troisième mardi du mois de mai de chaque année, à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit au Luxembourg indiqué dans la convocation à l'assemblée. Si ce jour est un jour de fermeture des agences bancaires à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant à Luxembourg.

20.2 D'autres Assemblées Générales peuvent se tenir au lieu et à l'heure indiqués dans les convocations à ladite assemblée.

20.3 Toutes les assemblées des Actionnaires seront présidées par le Gérant ou par toute Personne dûment mandatée à cet effet par le Gérant.

20.4 Le procès-verbal des Assemblées Générales sera signé par le président de l'assemblée, le secrétaire, nommé par le président, et le scrutateur, élu par l'Assemblée Générale.

Art. 21. Convocation.

21.1 Les assemblées d'Actionnaires seront convoquées par le Gérant ou le gérant provisoire conformément à l'article 5.3, par une convocation exposant l'ordre du jour et envoyé par courrier recommandé au moins huit jours avant l'assemblée à chaque Actionnaire à l'adresse de l'Actionnaire enregistrée dans le registre des actions de la Société. La convocation peut également être publiée dans la presse luxembourgeoise et dans le Journal Officiel de Luxembourg (Mémorial).

21.2 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Responsabilité des gérants et les autres actionnaires.

22.1 Les détenteurs des Actions autres que l'Action du Gérant ne sont responsables qu'à hauteur du montant de leur Engagement respectif dans la Société.

22.2 La responsabilité du Gérant sera illimitée

VI. Comptes annuels - Affectation des bénéfices**Art. 23. Exercice social.**

23.1 L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

23.2 Les comptes de la Société seront établis en EUR.

Art. 24. Audit, Comptes annuels et Publication.

24.1 Les opérations de la Société et sa situation financière, en particulier ses livres comptables feront l'objet d'une supervision par un auditeur indépendant agréé, conformément à l'article 27 de la Loi SICAR. L'auditeur indépendant agréé doit être nommé par le Gérant et continuera à exercer ses fonctions jusqu'à la nomination d'un successeur.

24.2 Le Gérant préparera, en accord avec l'auditeur indépendant agréé de la Société, pour chaque exercice fiscal un rapport annuel sur la Société conformément aux Lux GAAP telles que modifiées de temps à autre. Le Gérant établira les informations comptables contenues dans le rapport annuel devant être vérifié par l'auditeur indépendant agréé de la Société. Le rapport annuel de la Société sera publié dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice fiscal en cause. Une copie du rapport annuel comprenant le rapport de l'auditeur indépendant agréé de la Société sera communiqué à chaque Actionnaire dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice fiscal en cause.

24.3 La Société peut fournir à chaque actionnaire, en complément au rapport annuel qui inclura les comptes audités de la Société et de ses sociétés affiliées, des rapports contenant des informations relatives aux investissements et désinvestissements.

Art. 25. Affectation des bénéfices et Honoraires.

25.1 Le Gérant déterminera l'affectation des bénéfices et la distribution des dividendes suivant ce qu'il estime être le mieux au vu de l'objet social et de la politique de la Société. L'Assemblée Générale approuvera la décision du Gérant de payer des dividendes ainsi que la décision concernant l'affectation des bénéfices proposée par le Gérant. Toute distribution d'Espèces Distribuables aux Actionnaires, y compris le paiement de dividendes intérimaires se fera conformément aux règles de distribution établies dans le Mémoire de Placement Privé.

25.2 Les distributions peuvent être faite en euro ou dans toute autre devise déterminée par le Gérant et seront payées aux moments et lieux déterminé par le Gérant.

25.3 Le Gérant peut décider de payer des dividendes intérimaires qui sont cependant soumis au mécanisme de distribution établi par le Mémoire de Placement Privé.

VII. Dissolution - Liquidation**Art. 26. Dissolution - Liquidation.**

26.1 La Société peut être dissoute (i) volontairement par une résolution de l'Assemblée Générale avec l'accord du Gérant ou (ii) à l'expiration du délai prévu à l'Article 5.

26.2 La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés, par l'Assemblée Générale qui déterminera également leur rémunération et pouvoirs.

VIII. Dispositions générales

Art. 27. Dépositaire. La Société conclura un contrat de banque dépositaire avec le Dépositaire, qui répondra aux exigences de la Loi. La garde de tous les titres et liquidités de la Société sera confiée au Dépositaire qui assumera vis-à-vis de la Société et de ses Actionnaires les obligations et responsabilités prescrites par la Loi.

Art. 28. Loi applicable. Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la Loi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est ajournée.

Déclarations

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare ainsi que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, sur demande des mêmes comparants et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux parties comparantes, les parties comparantes ont, signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. Marchand, C. Petit, G. Beltrame et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 mars 2009. LAC/2009/9221. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur ff. (signé): Franck Schneider.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009046784/5770/1610.

(090054266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2009.

Da Cruz Pastificio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 6, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 83.187.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société tenue au siège de la société en date du 13 février 2009

Tous les actionnaires sont présents.

Les administrateurs ont pris la décision suivante:

Les actionnaires acceptent:

- La démission de Mme DA FONTE Aline, demeurant à 26, rue du Lavoir, L-4804 RODANGE, en tant qu'Administrateur.

La décision a été admise à l'unanimité.

Après cela l'assemblée générale extraordinaire est déclarée comme terminée.

DA CRUZ PASTIFICIO S.A.

Mme DA CRUZ DOMINGOS Odette / M. FORTES FLOR Placido

Administrateur délégué / Administrateur

Référence de publication: 2009045235/1399/21.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2009, réf. LSO-DC03097. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Düsseldorf-Airport Hotel Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.600.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 119.685.

Les comptes annuels au 30 juin 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2009.

Mark Weeden

Gérant

Référence de publication: 2009045552/9168/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02393. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

**Balfour International S.A., Société Anonyme,
(anc. Société Générale de Construction Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-2680 Luxembourg, 52, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 27.319.

Le bilan au 31.12.2006 (version abrégée des comptes annuels) a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009045725/8817/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02840. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

DPE-Design Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 87.566.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 5. Februar 2009

Erster Punkt

Die Versammlung beschließt den Gesellschaftssitz von L-2014 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse nach L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse zu verlegen.

Für gleichlautenden Auszug
Unterschrift

Der Vorsitzende der Generalversammlung

Référence de publication: 2009045476/745/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2009, réf. LSO-DC03155. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

E & S Engineering & Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 72.304.

CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

La clôture de la liquidation de la société «E & S ENGINEERING & SERVICES S.A. (En liquidation)» a été prononcée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 2 mars 2009, au siège social de la société.

Il résulte de cette Assemblée que:

Tous les livres et documents sociaux seront déposés et conservés au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, durant la période de 5 années à compter de la date de la publication de l'Assemblée Générale statuant sur la clôture de la liquidation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2009.

Pour la société

Signature

Le Liquidateur

Référence de publication: 2009045484/6312/22.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} avril 2009, réf. LSO-DD00094. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Z. & Z. S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 111.699.

Société constituée le 28.10.2005 par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à JUNGLINSTER publié au Mémorial C N° 369 du 20.02.2006.

Messieurs Alexis DE BERNARDI et Mohammed KARA, administrateurs, ainsi que la société INDEPENDANT SARL, commissaire aux comptes ont démissionné avec effet immédiat.

Le domicile de la société Z. & Z. S.A. établi au 17, rue Beaumont, L-1219 LUXEMBOURG, a été dénoncé le 01.04.2009.

Luxembourg, le 01.04.2009.

MANACO S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009045422/545/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01658. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.